Atelier technique francophone sur le mécanisme pour un développement propre

Québec, 26 au 30 mars 2001

Rapport synthèse
Atelier technique francophone sur le mécanisme pour un développement propre

Québec, 26 au 30 mars 2001

Rapport synthèse
L'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie remercie les institutions qui ont permis la tenue de l'Atelier sur le mécanisme pour un développement propre (Québec, 26 au 30 mars 2001) :

- le Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada
- le Ministère de la Région Wallonne de Belgique
- le Ministère de l'Agriculture, des Pêches et de l'Alimentation du Québec
- le Ministère de l'Environnement du Québec
- le Ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec
- le Ministère des Relations internationales du Québec
- le Ministère des Ressources naturelles du Québec
- le Ministère des Transports du Québec
- l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) de France
- l'Agence de l'Efficacité énergétique du Québec
- Hydro-Québec
Comité organisateur et équipe de coordination

De l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie
M. El Habib Benessahraoui, IEPF
M. M. Sibi Bonfils, IEPF
M. Sory Diabate, IEPF
Mme Nicole Chouinard, IEPF
Mme Sandrine Gibert, IEPF

Du Gouvernement du Canada
M. Pierre Giroux, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI)
M. Louis Vaillancourt, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI)

Du Gouvernement du Québec
Mme Michèle Fournier, Ministère de l’Environnement (MENV)
M. Luc Berthiaume, Ministère de l’Environnement (MENV)
M. Marc DeBlois, Ministère de l’Environnement (MENV)
Mme Rolande Laveau, Ministère de l’Environnement (MENV)
Mme Myriam Blais, Ministère de l’Industrie et du Commerce (MIC)
Mme Mélissa Dumais, Ministère de l’Industrie et du Commerce (MIC)
M. Michel Grégoire, Ministère des Relations internationales (MRI)
M. Jean-Guy Lachance, Ministère des Ressources naturelles (MRN)
M. Michel Lesueur, Ministère des Ressources naturelles (MRN)

D'Héliimax Énergie
M. Richard Legault, Héliimax Énergie
M. Louis Robert, Héliimax Énergie

Ce document a été préparé par :

Environnement Énergie Consultants
5860 Waverly, Montréal (Québec)
H2T 2Y3, Canada
Tél. : (514) 277-8097
Fax : (514) 340-6053
Courriel : labriet.maryse@uqam.ca
# TABLE DES MATIÈRES

1. **INTRODUCTION** .................................................................................................................. 1
   1.1. **OBJECTIFS DE L’ATELIER** ....................................................................................... 1
   1.2. **RÉSULTATS ATTENDUS** .......................................................................................... 1
   1.3. **MÉTHODOLOGIE ACADÉMIQUE ET RÉSULTATS GÉNÉRAUX OBTENUS** ............... 2
   1.4. **PARTENAIRES** ............................................................................................................ 3

2. **LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LE MDP** ................................................................. 5

3. **METTRE EN CONTEXTE LE MDP** ....................................................................................... 7
   3.1. **BREF SURVOL DES CONFÉRENCES** ....................................................................... 7
   3.2. **FAITS SAILLANTS ET PRÉOCCUPATIONS** ............................................................... 8

4. **MIEUX CONNAÎTRE LE MDP** ........................................................................................... 9
   4.1. **BREF SURVOL DES CONFÉRENCES** ....................................................................... 9
   4.2. **FAITS SAILLANTS ET PRÉOCCUPATIONS** ............................................................... 10

5. **METTRE EN ŒUVRE LES PROJETS MDP** ......................................................................... 11
   5.1. **BREF SURVOL DES CONFÉRENCES** ....................................................................... 11
   5.2. **FAITS SAILLANTS ET PRÉOCCUPATIONS** ............................................................... 12

6. **PROJETS MDP : ÉTUDES DE CAS** .................................................................................. 13
   6.1. **ÉTUDE DE CAS 1 : PRODUCTION D’ÉNERGIE** ......................................................... 13
   6.2. **ÉTUDE DE CAS 2 : FORESTERIE** ........................................................................... 14
   6.3. **ÉTUDE DE CAS 3 : EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE** ..................................................... 15
   6.4. **ÉTUDE DE CAS 4 : AGRICULTURE ET BIOÉNERGIE** ............................................. 16
   6.5. **ÉTUDE DE CAS 5 : ÉOLIEN** .................................................................................... 17
   6.6. **ÉTUDE DE CAS 6 : VALORISATION ÉNERGÉTIQUE DES DÉCHETS** ..................... 18
   6.7. **IDENTIFICATION DE PROJETS MDP POTENTIELS** ............................................... 19

7. **METTRE EN ŒUVRE LE MDP (LES MOYENS)** ................................................................ 22
   7.1. **BREF SURVOL DES CONFÉRENCES** ....................................................................... 22
   7.2. **FAITS SAILLANTS ET PRÉOCCUPATIONS** ............................................................... 24

8. **RENNFORCEMENT DE CAPACITÉS** ............................................................................ 25
   8.1. **ATELIER : PÔLE POLITIQUE ET STRATÉGIE** .......................................................... 25
   8.2. **ATELIER : PÔLE SCIENCES ET TECHNOLOGIES** .................................................. 25
   8.3. **ATELIER : PÔLE MISE EN ŒUVRE** ............................................................................ 27

9. **RÉSULTATS ET PERSPECTIVES** .................................................................................... 29
   9.1. **RÉSULTATS** ................................................................................................................ 29
   9.2. **ACTIVITÉS DE MAILLAGE** ......................................................................................... 30
   9.3. **BESOINS EXPRIMÉS** .................................................................................................. 30
   9.4. **RECOMMANDATIONS ET SUIVI** .............................................................................. 31
ANNEXES
Annexe 1 : Programme détaillé de l’atelier
Annexe 2 : Discours d’ouverture et mot de clôture
Annexe 3 : Liste des idées de projets, des besoins de renforcement de capacités et des projets retenus
Annexe 4 : Fiche sommaire de projet et idée de projet MDP (vierge)
Annexe 5 : Fiche sommaire de projet MDP (exemple complété)
Annexe 6 : Liste des participants
1. INTRODUCTION

1.1. Objectifs de l’atelier

L’Atelier technique francophone sur le Mécanisme pour un Développement Propre (MDP) s’est tenu à Québec, du 26 au 29 mars 2001, puis à Montréal, le 30 mars, dans le cadre d’Américana, le salon des Technologies environnementales des Amériques.

L’Atelier a réuni plus de 120 participants de 37 pays de tout l’espace francophone et des cinq continents : points focaux de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, négociateurs, experts d’organismes gouvernementaux et non gouvernementaux.

L’objectif général de l’Atelier était de renforcer les capacités des participants aux plans des connaissances et des habiletés nécessaires à l’identification, à la formulation, au montage et à la mise en œuvre de projets mettant en valeur le mécanisme pour un développement propre (MDP). Deux moyens ont été proposés pour atteindre cet objectif général :

En plénière (approche académique), donner l’information la plus actuelle sur le MDP, ses structures, les entités opérationnelles, les modes opératoires, les ressources financières ainsi que l’état des négociations sur ces différents aspects; 
En ateliers, développer chez les participants les habiletés nécessaires à l’identification, à la formulation, au montage et à la mise en œuvre des projets susceptibles d’être présentés dans le cadre du MDP. Ce développement d’habilités passe par la mise en pratique des connaissances théoriques grâce à des études de cas.

1.2. Résultats attendus

Les résultats attendus de l’Atelier étaient les suivants :

Fournir aux participants une meilleure compréhension des enjeux et des particularités du mécanisme pour un développement propre, à partir de l’information la plus actuelle possible.
Identifier au moins un projet potentiel de type MDP pour chacun des pays participant.
Identifier les besoins en renforcement des capacités nécessaires à la mise en place de projets de type MDP dans chacun des pays représenté.
Mieux connaître les sources de financement disponibles pour le renforcement des capacités et pour la mise en œuvre de projets de type MDP.
Créer un espace d'échanges autour des projets de type MDP.
Développer un partenariat entre les participants du Nord et du Sud, afin d'accélérer l'éclosion du plus grand nombre de projets de type MDP possibles.

1.3. Méthodologie académique et résultats généraux obtenus

L'Atelier a été organisé en cinq sessions distinctes, permettant d'approfondir les différentes facettes du MDP (voir programme détaillé en annexe 1) :
   Mise en contexte
   Principes de bases régissant les projets de type MDP
   Mécanismes de fonctionnement qui sous-tendent les projets de type MDP (incluant l'analyse de six études de cas en atelier)
   Moyens institutionnels, réglementaires et financiers pour mettre en œuvre le MDP
   Idées de projets MDP et besoins de renforcement présentés par les pays participant.

Les exposés exhaustifs sur les enjeux et les études de cas relatifs aux projets MDP réalisés à titre de pilote ou en cours de développement ont permis d'atteindre l'objectif d'information et d'approcher celui de développement des compétences. Les échanges ont tout particulièrement porté sur les cadres réglementaires et institutionnels à mettre en place au plan local pour attirer les investissements, ainsi que sur les capacités à développer pour monter et proposer, ou accepter, des projets MDP en accord avec les politiques nationales de développement.

Plus de 50 idées de projets ont été soumises par les participants. Elles ont été présentées en plénière pour être analysées et discutées par le groupe. Cette analyse a permis de mesurer d'une part, le fossé entre une idée de projet et le projet final admissible au MDP tel qu'il se négocie actuellement (d'où le besoin de bien connaître les caractéristiques et les exigences du MDP) et, d'autre part, le déficit de capacités dans les pays membres éligibles au MDP, en vue de satisfaire les exigences du MDP.

Les perspectives d'action envisagées à l'issue de l'Atelier s'inspirent largement de ce constat et de suggestions formulées par les participants :
   Préparer un manuel de référence sur le MDP traitant à la fois du montage des projets, des mesures incitatives pour attirer les investisseurs, du cadre
réglementaire et des capacités dont les pays doivent se doter pour mettre en œuvre le mécanisme dans le cadre des politiques nationales de développement;

Mettre en forme le *portefeuille des idées de projets* soumises au cours de l'Atelier et le diffuser dans une perspective visant à susciter des partenariats autour de ces idées;

Élaborer, pour quelques-unes des idées de projets parmi les plus avancées, une *démarche pédagogique de formulation et de structuration du projet* visant à intéresser un entrepreneur à prendre en charge le projet en relation avec le pays hôte. L'IEPF organisera, par l'intermédiaire de son site internet ou d'un bulletin de liaison spécifique, le suivi de l'évolution des projets retenus.

Les participants ont par ailleurs retenu le principe d'une rencontre entre les négociateurs des pays francophones, parties à la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique, autour de la prochaine session de la Conférence des parties à cette Convention (COP-6,5) envisagée pour la mi-juillet 2001.

Plusieurs idées de séminaires ou d'ateliers de formation ont par ailleurs été suggérées dans une perspective de plus long terme : agroforesterie et les gaz à effet de serre, marché des crédits de réduction d'émission, cadre juridique et réglementaire du MDP.

1.4. Partenaires

L'IEPF et ses partenaires se sont appuyés sur un corps de trente conférenciers, du Secrétariat de la CCNUCC, des gouvernements parties à la Convention, des bureaux d'études opérant dans le domaine, des organismes de coopération bilatéraux et multilatéraux.

L'IEPF a bénéficié, pour l'organisation de l'Atelier, de l'appui technique et financier des partenaires suivants :

Le gouvernement du Canada (ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada);

Le gouvernement du Québec (ministères de l'Environnement, des Ressources naturelles, de l'Industrie et du Commerce, du Transport);

La Région wallonne de Belgique;

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie de France (ADEME).

L'Agence intergouvernementale de la Francophonie
2. LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LE MDP


Dans le cadre du Protocole de Kyoto, il est convenu que les pays de l’OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), les pays d’Europe de l’Est et les pays d’ex-URSS s’engagent à atteindre les cibles de réduction d’émissions nettes de gaz à effet de serre d’ici à 2008-2012.

Le Protocole reconnaît que les cibles peuvent être atteintes individuellement ou conjointement par les pays Parties. Ainsi, il définit trois mécanismes pouvant faciliter l’atteinte des cibles fixées. Ces mécanismes, appelés « mécanismes de flexibilité » sont :

- La mise en œuvre conjointe (article 6), qui autorise l’acquisition et la cession, entre pays de l’annexe B, d’unités de réduction des émissions découlant de projets de réduction ou d’évitement de gaz à effet de serre;
- Le mécanisme pour un développement propre (article 12), qui est le seul mécanisme impliquant la participation des pays non-annexe B (Voir Encadré 1). Ce mécanisme permet aux pays annexe B de recevoir des crédits d’émission suite à la réalisation de projets de réduction ou d’évitement de gaz à effet de serre dans les pays en développement.
- Le commerce des droits d’émissions (article 17) est autorisé entre pays de l’annexe B aux fins d’atteinte de leurs engagements.

La mise en œuvre de projets MDP réfère à des critères, des procédures et des modalités spécifiques, qui font encore l’objet de négociations internationales. Toutefois, les nombreux travaux qui ont traité de cette question, ainsi que l’expérience acquise lors de la phase-pilote de l’application conjointe, permettent déjà de définir des bases sérieuses de montage et d’éligibilité des projets de type MDP. Ainsi, les principes régissant le MDP sont déjà pris en compte dans la formulation et le développement de plusieurs projets devant être implantés dans des pays en développement. Quelques-uns des critères de projet à prendre en compte sont les suivants :

- Les projets MDP doivent être conformes aux politiques de développement durable des pays hôte et doivent être intégrés aux politiques nationales de développement;
Les projets doivent mener à des réductions réelles, mesurables et durables de gaz à effet de serre (besoin d’une méthode de calcul des émissions rigoureuse, transparente et vérifiable).
Les projets doivent être additionnels aux activités qui auraient eu lieu en l’absence du projet (additionalité environnementale, additionalité de projet, additionalité économique et socio-économique ???); La participation aux projets doit être volontaire.

La maîtrise des concepts fondamentaux du MDP par les dirigeants et les professionnels des pays hôtés des projets est d’une importance capitale afin d’attirer des investissements additionnels provenant du secteur privé et de s’assurer que les projets soient compatibles avec le principe de développement durable du pays hôte de même qu’avec les objectifs du protocole de Kyoto.

**Encadré 1 : Le Mécanisme de Développement Propre :**

*Extraits de l’article 12 du Protocole de Kyoto*

<table>
<thead>
<tr>
<th><strong>Objectif (Paragraphe 2)</strong></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>L’objet du mécanisme pour un développement « propre » est d’aider les Parties ne figurant pas à l’annexe I de la CCNUCC à parvenir à un développement durable ainsi qu’à contribuer à l’objectif ultime de la CCNUCC, et d’aider les Parties visées à l’annexe I à remplir leurs engagements chiffrés de limitation et de réduction de leurs émissions (...).</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th><strong>Principes de base (Paragraphe 3)</strong></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Au titre du mécanisme pour un développement propre :</td>
</tr>
<tr>
<td>a) Les Parties ne figurant pas à l’annexe I bénéficient d’activités exécutées dans le cadre de projets, qui se traduisent par des réductions d’émissions certifiées;</td>
</tr>
<tr>
<td>b) Les Parties visées à l’annexe I peuvent utiliser les réductions d’émissions certifiées obtenues grâce à ces activités pour remplir une partie de leurs engagements chiffrés de limitation et de réduction des émissions (...).</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th><strong>Certification et critères (Paragraphe 5)</strong></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Les réductions d’émissions découlant de chaque activité sont certifiées par des entités opérationnelles (...), sur la base des critères suivants :</td>
</tr>
<tr>
<td>a) Participation volontaire approuvée par chaque Partie concernée;</td>
</tr>
<tr>
<td>b) Avantages réels, mesurables et durables liés à l’atténuation des changements climatiques;</td>
</tr>
<tr>
<td>c) Réductions d’émissions s’ajoutant à celles qui auraient lieu en l’absence de l’activité certifiée.</td>
</tr>
</tbody>
</table>
3. **METTRE EN CONTEXTE LE MDP**

3.1. **Bref survol des conférences**

*Nota : Les acétates des conférences sont disponibles sur le site internet de l'IEPF (www.iepf.org).*

La présente session vise à rappeler le contexte dans lequel le MDP s'inscrit, et l'état des négociations sur le MDP. Cette session s'est tenue au cours de l'avant-midi de la première journée de l'Atelier.

Après avoir rappelé les difficultés rencontrées lors des négociations de la CdP6, **Monsieur Kai-Uwe Barani Schmidt, de la CCNUCC**, présente les différents aspects du MDP en cours de définition, tels que : méthodes de conception de projet, validation, enregistrement, mise en œuvre et surveillance, certification, cadre institutionnel, procédures d'accréditation. Monsieur Schmidt conclut en mettant l'accent sur un élément crucial encore non défini : le concept d'additionalité pouvant être défini par rapport à un scénario de référence ou par rapport à un niveau de référence (« threshold »).

**Madame Sushma Gera, du Bureau canadien sur le MDP et l'AC**, met en évidence les questions non résolues des négociations sur les changements climatiques dans leur ensemble, notamment : la supplémentarité des réductions, les puits de carbone, les conditions de respect des cibles. Après avoir précisé les grandes étapes attendues dans les négociations (CdP 6.5, CdP 7, etc.), elle introduit les avantages associés au MDP, pour les pays hôtes (efficacité énergétique, développement technologique, etc.) comme pour les entreprises impliquées (nouveaux marchés, commercialisation de nouvelles technologies, etc.). Elle présente les points-clés du MDP encore en négociation : éligibilité du nucléaire et des puits, additionalité, projets unilatéraux et projets sud/sud, composition du bureau exécutif, etc. Elle conclut sur le rôle important des points focaux à toutes les étapes du MDP (facilitateur, évaluateur, réseautage, etc.).

**Monsieur Arthur Riedacker, de la MIES (France)**, présente, dans un premier temps les problèmes les plus importants des négociations sur le MDP : place du développement dans le MDP, secteurs d’application, répartition des projets dans le monde, rôles respectifs des enjeux d’adaptation, de transfert technologique et de MDP, prélèvement éventuel, coûts de transaction des plus petits projets, additionalité, relation avec l’aide pour le développement, etc. Il soulève également plusieurs questions sur le financement du MDP, l’implication des fonds tels que le FEM dans ce processus, et la question spécifique de l’adaptation face aux changements climatiques (financement, types de projets, etc.).
3.2. Faits saillants et préoccupations

Encadré 1 : Mettre en contexte le MDP : Faits saillants

Double-objectif du MDP : aider les pays de l’Annexe I à atteindre leurs engagements de réduction ou de limitation des émissions de gaz à effet de serre, et favoriser le développement durable des pays Non Annexe 1.
Niveau élevé d’incertitudes entourant les règles de mise en œuvre.
Besoins de renforcement des capacités sur la mise en œuvre de projets MDP.
Besoin de mise en œuvre d’un cadre institutionnel adapté au MDP.

Encadré 2 : Mettre en contexte le MDP : Préoccupations

Attitude et ratification incertaines des États-Unis.
Additionalité du MDP par rapport à l’Aide publique au développement (APD).
Importance de promouvoir l’équité géographique des projets MDP, à cause du risque de concentration et drainage des projets dans quelques pays (Inde et Chine, notamment).
Rôle central de la capacité à attirer les projets MDP (capacité à développer particulièrement dans les pays en développement les moins avancés).
Nécessité de supprimer les barrières institutionnelles et réglementaires à l’investissement.
Besoin de simplification du processus pour les petits projets.
Besoins de projets d’adaptation et de renforcement des capacités.
Importance de maintenir à un bas niveau les coûts de transaction.
Rôle important joué par les puits de carbone (stratégies de reboisement), à condition de ne pas nuire à la sécurité alimentaire.
4. **MIEUX CONNAÎTRE LE MDP**

4.1. **Bref survol des conférences**

*Nota* : Les acétates des conférences sont disponibles sur le site internet de l'IEPF (www.iepf.org).

La présente session vise à discuter des différentes caractéristiques des projets MDP, notamment du point de vue de leurs relations avec les enjeux de développement. Cette session s’est tenue en après-midi de la première journée de l’Atelier.


**Monsieur Youba Sokona**, d’ENDA-TM (Sénégal), montre comment les projets de MDP sont directement liés aux enjeux du développement durable, dont ils peuvent faciliter la mise en œuvre. Après avoir rappelé les différents instruments du financement du développement, monsieur Sokona met en évidence les visions des différents acteurs impliqués (pays annexe I, pays non annexe I, secteur privé) face au MDP, souligne les ambiguïtés encore non clarifiées (rôle des acteurs, choix des priorités nationales, rôle de l’ADP, etc.). Il démontre ainsi que le MDP peut difficilement être considéré comme un levier efficace pour le développement durable, à cause de sa complexité, et que les négociations tendent à éloigner le MDP de l’esprit de la CCNUCC.

**Monsieur Christophe de Gouvello**, du CIRED (France), introduit une typologie croisée des projets MDP, en fonction d’une part, de leurs effets sur les gaz à effet de serre (réduction, substitution, séquestration, etc.), et d’autre part, des enjeux de développement (développement industriel, besoins de base en milieu urbain, en milieu rural, désertification, etc.). Il montre ainsi comment la réalisation des projets MDP dépend à la fois de critères liés aux projets de développement et de critères spécifiques au MDP. Il rappelle l’importance de maximiser les revenus carbone et les revenus industriels des projets. Il illustre finalement le cas des projets d’économie mixte et le cas des petits projets.
4.2. Faits saillants et préoccupations

Encadré 3 : Mieux connaître le MDP : Faits saillants

Présentation du « Premier draft de critères de sélection des projets à mener au Maroc dans le cadre du MDP » (le Maroc a déjà planifié la mise en œuvre de quatre projets MDP).
Limitation du rôle du MDP comme levier efficace pour le développement durable, à cause de la complexité du mécanisme.
Tendance progressive des négociations sur le MDP à écarter ce dernier de l'esprit de la CCNUCC.
Relation entre les enjeux du développement durable et ceux de la réduction des émissions de gaz à effet de serre.
Différentes formules de partenariats public-privé pouvant être mises en place pour la réalisation de projets MDP.

Encadré 4 : Mieux connaître le MDP : Préoccupations

Question de la hiérarchisation des critères de développement durable.
Importance pour les pays Non Annexe I de définir les critères d'admissibilité et les conditions de mise en œuvre des projets MDP (expérience du Maroc).
Importance de la définition et de la prise de position des pays Africains, reflétant leurs intérêts propres, dans le cadre des négociations (personne ne le fera à leur place).
Enjeux associés à la création d'entités opérationnelles africaines.
Importance de garantir le caractère « nouveau » des flux monétaires disponibles par le MDP par rapport à l'APD déjà en place.
Possibilité pour les pays hôtels de bénéficier des crédits, en fonction du montage financier et du mode de participation du secteur public (co-entreprise - joint venture, actionnaire privé et/ou public local).
Autres retombées du MDP pour les pays hôtels (infrastructures implantées, emplois créés, etc.).
5. **METTRE EN OEUVRE LES PROJETS MDP**

5.1. **Bref survol des conférences**

*Nota : Les acétates des conférences sont disponibles sur le site internet de l'IEPF (www.iepf.org).*

La présente session vise à présenter les différents aspects au cœur de la définition et du montage des projets MDP : additionalité, niveau de référence, cycle de projet. Cette session a occupé la matinée de la deuxième journée de l'Atelier. Elle a été suivie par l'étude pratique de cas en après-midi pour mettre en pratique les concepts étudiés en avant-midi.

**Monsieur Andrew Pape-Salmon**, de l'**Institut Pembina** (Canada), définit plusieurs des concepts fondamentaux du MDP. L'intégrité de l'environnement réfère à l'évaluation de l'atteinte des cibles environnementales fixées. L'additionalité repose, quant à elle, sur l'évaluation des réductions d'émissions, des apports financiers, des investissements et des technologies. Monsieur Pape-Salmon montre comment chacune de ces formes d'additionalité doit être évaluée méthodologiquement. Après avoir évoqué les défis associés notamment à la subjectivité de certaines évaluations, à l'absence de consensus, aux inquiétudes quant à la confidentialité de certaines informations, et au fossé entre le point de vue des parties impliquées, il conclut sur l'approche du « critère du seuil » pouvant répondre aux exigences de l'additionalité.

**Monsieur Marc Lemieux**, de Gaz Métropolitain (Canada), introduit les notions entourant la définition du niveau de référence, c'est à dire le niveau d'émissions en l'absence du projet. Il présente notamment l'approche par projet ainsi que ses avantages (flexibilité, faibles coûts de démarrage, etc.) et ses inconvénients (coûts pour les participants, manque d'uniformité, confidentialité des données, etc.). Il présente également les avantages et les inconvénients de l'approche de normalisation (coûts faibles, besoin limité d'information, versus difficulté de consensus sur les normes, coûts en amont, etc.). Il conclut en présentant des exemples de projets d'hydroélectricité, d'éolienne et de cogénération à partir de biomasse, réalisés dans le cadre du PÉREG (Projet pilote d'échange de réductions des émissions de gaz à effet de serre).

**Monsieur Richard Legault**, d'Hélimax Énergie (Canada), explique les différentes phases du cycle de vie d'un projet MDP. L'étape de conception et de formulation de projet découle de la sélection de projets à la lumière notamment des priorités du pays hôte, des capacités des partenaires, de la rentabilité du projet, etc. Plusieurs méthodes de formulation sont mises en évidence (cadre logique par exemple). L'étape de développement repose notamment sur
l'évaluation de la faisabilité du projet et son montage financier. Les étapes de réalisation et d'opération font appel aux notions de base en gestion de projet (planification, ingénierie, maintenance, etc.). Des questions ou critères types sont ainsi associés à chacune des étapes du cycle de projet.

5.2. **Faits saillants et préoccupations**

**Encadré 5 : Mettre en œuvre les projets MDP : Faits saillants**

Présentation des différents éléments de mise en œuvre des projets MDP : additionnalité, niveaux de référence, cycle de vie
Variation de la formulation de projet MDP en fonction du secteur d'activité et du type de projets MDP.

**Encadré 6 : Mettre en œuvre les projets MDP : Préoccupations**

Processus présenté comme si tout était décidé alors que les négociations sont encore en cours.
Importance de planifier le MDP et de réaliser des projets de type MDP, même si le MDP « n'existe pas », pour promouvoir l'acquisition de connaissance et d'expérience par la pratique.
Nécessité de comprendre les fondements de base afin de définir une méthodologie de formulation de projet appropriée au secteur et au projet concernés.
Extrême complexité de la définition du concept d'additionnalité (non détermination de ses limites conceptuelles et de ses modalités d'application).
6. **PROJETS MDP : ÉTUDES DE CAS**

Dans l’objectif de familiariser les participants à la formulation de projets MDP et de réviser les concepts de base du MDP, 6 projets-types ont été présentés et discutés en ateliers tout au cours de l’après-midi (pour le détail des projets, voir les acétates disponibles sur le site internet de l’IEPF (www.iepf.org)). Ces ateliers ont fait suite aux présentation théoriques de la matinée.

6.1. **Étude de cas 1 : Production d’énergie**

*Président d’atelier :* Ahmed Faya Traoré (Guinée)  
*Expert et présentateur :* Jean-Luc Allard (Canada)  
*Rapporteur :* Myriam Blais (Canada)

**Présentation du projet : points saillants**

Le premier projet vise la récupération d’énergie résiduelle (cycle combiné) au sein d’une centrale à turbine à gaz à cycle simple, en Argentine. Il permet d’augmenter la capacité de production de la centrale de 370 à 555 MW, sans combustible additionnel. La réduction de gaz à effet de serre attendue est de 16 à 33 millions de tonnes de CO₂ sur 30 ans (en fonction des hypothèses).

Le second projet vise la production d’hydroélectricité (2 turbines de 350 kW) à partir des réserves hydrauliques excédentaires du barrage d’irrigation de Manyuchi, au Zimbabwe. Ce projet permet d’éviter la construction d’une centrale. Il prévoit la création d’un fonds pendant la durée de vie du projet, pour renouveler les équipements en fin de vie. La réduction de gaz à effet de serre attendue est de 5 000 t CO₂/an.

**Discussion : Points saillants**

Les discussions sur le projet ont permis de dégager les remarques et préoccupations suivantes :

Importance de mieux prendre en compte les préoccupations sociales.  
Question du calcul des émissions de gaz à effet de serre par les réservoirs, en fonction de l’étendue du lac, la nature du sol, le substrat inondé (bois, biomasse), la température de l’eau, le climat, etc. Il est reconnu qu’il y a plus d’émissions dans des réservoirs en zones tropicales que dans les climats nordiques (voir l’étude du Conseil mondiale des Barrages sur le sujet).  
Existence de plusieurs méthodologies de calcul des réductions :
- Définition de la ligne de référence (par exemple, ligne de référence définie sur la base de l'agrandissement d'une centrale au charbon; si plusieurs sources de combustibles fossiles sont disponibles, elles sont intégrées dans la ligne de référence proportionnellement à leur utilisation).
- Utilisation du seuil.

6.2. Étude de cas 2 : Foresterie

Président d'atelier : Non identifié
Expert et présentateur : Pierre Légaré (Canada)
Rapporteur : Non identifié

Présentation du projet : points saillants

Le projet MDP intitulé « Gestion intégrée de la biomasse forestière en Éthiopie - projet pilote » est un ajout à un projet commencé en 1990 sur la sécurisation de l'alimentation en Éthiopie. Ce projet vise une gestion intégrée de la ressource forestière en lien étroit avec la gestion agricole. Une telle gestion intégrée s'avère nécessaire étant donné que 78% des besoins énergétiques dépendent du bois, le couvert forestier disparaît rapidement et cette situation risque de se détériorer dans un contexte d'augmentation de la population. Par ailleurs, une production de bois de feu accrue pourrait également diminuer l'utilisation des fumures animales à des fins énergétiques pour plutôt les utiliser pour conserver la fertilité des sols agricoles. D'une durée de quatre ans, ce projet pilote nécessite un budget de 4 400 000 $ CAN et il pourrait débuter dès 2001. Sur une base régionale, le projet implique :

- La plantation d'arbres au niveau des exploitations individuelles et industrielles;
- Le soutien à la désignation des forêts protégées;
- Le soutien à l'adoption par les paysans de méthodes de production et d'utilisation efficaces du bois de feu;
- La promotion de l'agroforesterie;
- La promotion de la conservation des sols;
- Le développement des capacités des populations à faire face aux conditions climatiques extrêmes.

Discussion : Points saillants

Les discussions sur le projet ont permis de dégager les remarques et préoccupations suivantes : 
Nature ambitieuse des projets, étant donné les problématiques auxquelles il s'attaquent sont nombreuses et complexes, entre autres sur le plan des aspects sociaux.

Importance d'identifier le promoteur (le Ministère de l'Agriculture de l'Éthiopie par exemple) et le (ou les) commanditaire(s) (recherche en cours - ACDI par exemple), ainsi que les bénéfices que ce(s) dernier(s) pourrai(en)t en retirer. Interrogations et besoin de précisions concernant les activités de plantation (reboisement communautaire, agroforesterie ou plantation industrielle, nombre d'hectares affectés), les infrastructures à mettre en place ainsi que l'implication des populations locales dans le projet, un des éléments clés du succès du projet.

Questionnement concernant l'additionalité de ce projet et sa compatibilité avec les termes d'admissibilité actuelles des MDP, notamment : le cadre juridique et réglementaire du projet (propriété du sol et des arbres, rôle et juridiction des divers paliers de gouvernement) et le partage des responsabilités en cas de destruction des plantations.

Quant à l'admissibilité du projet aux MDP, il a été précisé que le projet s'ajoute, comme élément nouveau, à un projet en cours. Par ailleurs, une approche de gestion des risques pourrait englober, entre autres, le partage des responsabilités quant aux impacts de la perte des plantations. Finalement, les détails du projet et le partage de l'enveloppe budgétaire se concrétiseront sur le terrain en tenant compte des particularités socio-économiques et bio-physiques régionales.

6.3. Étude de cas 3 : Efficacité énergétique

Président d'atelier : Wilfrid Saint-Jean (Haiti)
Experts et présentateurs : Michel Hamelin (France)
                          Jean-Pierre Ndoutoum (Québec)
                          M'Gbra N'Guessan (Côte-d'Ivoire)
Rapporteur : Emmanuel D. Tehindrazanarivelos (Canada)

Présentation du projet : points saillants

Deux projets ont été présentés. Le premier projet vise le développement d'entreprises de services éconergétiques en Côte d'Ivoire, en vue de faciliter la mise en œuvre de mesures d'économies d'énergie (bâtiments, industries, etc.). Sur point de vue énergétique et environnement, le projet permet de promouvoir la réduction de l'implantation d'équipements thermiques en réduisant la croissance de la demande d'électricité. Sur le plan social, le projet permet d'améliorer la compétitivité des activités économiques concernées, en réduisant les coûts de consommation d'énergie, après amortissement des mesures d'économies d'énergie. Le second projet vise la promotion de l'efficacité énergétique dans la construction en Chine et au Liban, ainsi que la promotion
de l’offre et demande de réfrigérateurs performants dans les Territoires Autonomes Palestiniens. Par exemple, en Chine, les économies d’énergie potentielles pourraient atteindre 60 à 70% de la consommation, pour un surcoût à la construction limité (de l’ordre de 7 à 10% par m² construit).

Discussion : Points saillants

Les discussions sur le projet ont permis de dégager les remarques et préoccupations suivantes :

Dans le premier projet, besoin de préciser le type de relations entre les bailleurs de fonds internationaux et les partenaires locaux, étant donné les différents intervenants impliqués. Dans le pas du présent projet, L’entreprise locale d’exécution est liée par contrat avec l’IEPF, qui lui est lié par contrat avec la Banque mondiale. Le Crédit Mutuel est lié par contrat à l’entreprise locale de services éconergétiques. Finalement, le FEM verse ses contribution au Crédit Mutuel.

Questionnements de la faisabilité pratique de la « délégation » du problème à l’entreprise de services écoénergétiques, étant donné les risques associés au projet. Il est à noter que différents types de contrats possibles permettent de prendre en compte les partages risques entre les partenaires, la durée du lien contractuel, etc.

Questionnements sur la confiance « institutionnelle » face à la démarche des services écoénergétiques. Dans le cas de ce projet, la Côte d’Ivoire a déjà bénéficié de réalisations expérimentales en matière de services écoénergétiques, au cours des 15 à 20 dernières années, facilitant la confiance institutionnelle face à l’approche.

Questionnement sur le fait que les projets d’efficacité énergétiques induits sont de petits projets, en comparaison de la plupart des projets MDP actuellement proposés.

Mise en évidence de la difficulté d’initier de tels projets (c’est à dire qui doit faire le premier pas ?).

Difficulté de « vendre » l’efficacité énergétique dans les pays où la production énergétique est faible, d’où l’importance de mettre en évidence que chaque volume d’énergie économisé est une source d’énergie pour d’autres utilisations.

Rôle primordial du contexte institutionnel pour faire face à la difficulté d’amener le secteur privé à s’intéresser à l’efficacité énergétique, quand la production d’électricité relève d’un monopole.

6.4. Étude de cas 4 : Agriculture et Bioénergie

Président d’atelier : Jeanne Josette Acacha Akoha (Bénin)
Experts et présentateurs : Arthur Riedacker (France)
Christian Cuingnet (France)
Présentation du projet : points saillants

L'agriculture est la base du développement de nombreux pays, dont ceux représentés à cet atelier : Bénin, Comores, Tchad, Mali, Côte-d'Ivoire. L'inclusion des puits de carbone dans le cadre du MDP favorise l'initiation et la mise en œuvre de projets d'agriculture durable. Ainsi, la production de soya peut répondre aux besoins alimentaires tout en offrant des possibilités accrues de réduction et de séquestration de carbone par rapport à la production laitière. Autre exemple : les taillis de saules à très courte rotation offrent des possibilités intéressantes à la fois au plan de la gestion des eaux usées et la production de l'énergie-bois.

Discussion : Points saillants

Les discussions sur le projet ont permis de dégager les remarques et préoccupations suivantes :
- Importance de mieux reconnaître l'agriculture et lui donner une place plus importante lors des ateliers techniques et des réunions de négociation relatifs aux changements climatiques.
- Besoin de valoriser davantage les compétences nationales hors gouvernement (ONG, universités, association professionnelles, etc.)
- Possibilité qu'un projet qui entraîne des coûts évités dans un pays du Nord peut souvent représenter un surcoût dans les pays du Sud, les pratiques et les niveaux de références n'étant pas les mêmes.

6.5. Étude de cas 5 : Éolien

Président d'atelier : Mohamed Adellahi Ould Selme (Mauritanie)
Experts et présentateurs : Naceur Hammami (Tunisie)
                      Demba Diop (Sénégal)
Rapporteur : Louis Robert (Canada)

Présentation du projet : points saillants

Le taux d'électrification rurale du Sénégal est très faible. Des technologies accessibles financièrement et pouvant être maîtrisées par les communautés locales doivent être proposées. Dans ce contexte, l'association ASERA a développé des projets d'électrification rurale hors-réseau (éolien, solaire) répondant à des besoins de base. Les projets sont implantés sur une base commerciale, c'est à dire que les populations paient pour les équipements dont ils deviennent les propriétaires et les opérateurs.
De son côté, le gouvernement de la Tunisie a adopté une approche préconisant l'intégration de la filière éolienne à grande échelle au sein de sa stratégie énergétique nationale. Cette approche offre un cadre institutionnel et réglementaire encourageant l'investissement privé notamment dans le secteur de l'énergie éolienne.

Discussion : Points saillants

Les discussions sur le projet ont permis de dégager les remarques et préoccupations suivantes :
- Importance d'une étape préliminaire de renforcement des capacités avec de développer la filière éolienne à grande échelle dans le cadre d'une stratégie énergétique nationale; cette phase préliminaire comprend :
  - Connaissance et maîtrise du gisement éolien du pays;
  - Étude de faisabilité sur l'élimination des barrières institutionnelles et économiques au déploiement durable de la filière éolienne;
  - Élaboration et prestation d'un programme de formation sur la filière éolien;
  - Élaboration et lancement d'un programme éolien approprié.
- Caractère approprié de l'approche normative pour évaluer le scénario de référence dans le cas des petits projets ruraux et pertinence de l'approche par projet pour évaluer une centrale éolienne à grande échelle.
- Pertinence de l'expérience des fonds hollandais en matière de petits projets de réduction des émissions de gaz à effet de serre.
- Bien que le MDP soit en cours de négociation, importance que les pays renforcent dès maintenant leurs capacités à formuler, évaluer, développer et mettre en œuvre des projets de type MDP.

66. Étude de cas 6 : Valorisation énergétique des déchets

Président : Raj Kishore Bunjun (République de l'Île Maurice)
Experts et présentateurs : Maryse Labriet (Canada)
  Pierre Roy (Canada)
Rapporteurs : Michèle Fournier (Canada)

Présentation du projet : points saillants

Le projet vise la substitution énergétique de combustibles fossiles (bunker no.6 utilisé dans le procédé de fabrication de la tequila) par un biogaz (gaz synthétique « Syngas ») produit à partir de la valorisation énergétique des résidus organiques de la production de tequila au Mexique. Le projet mobilise trois partenaires canadiens (Genivar comme gestionnaire de projet, Enerkem comme détenteur de la technologie Biosyn et Énergie-Environnement-
Consultants comme spécialiste sur le MDP) et un partenaire mexicain (Tequila Herradura comme producteur de tequila). Le projet permet une réduction d'émission de CO₂ lié à la combustion de combustible fossile (réduction de 19 à 20 kt CO₂/an, selon la méthodologie), ainsi que l'évitement de CH₄ émis par la décomposition de la bagasse dans un dépotoir (réduction de 50 à 75 kt CO₂/an, selon les hypothèses). Au plan financier, le projet n'est pas rentable sans l'apport économique que pourraient rapporter les crédits de réduction d'émissions du MDP.

Discussion : Points saillants

Les discussions sur le projet ont permis de dégager les remarques et préoccupations suivantes :
- Intérêt de la part des participants face à la technologie Biosyn, étant donné les problèmes croissants de gestion des résidus organiques et domestiques dans les pays en développement (les consultants ont d'ailleurs reçu plusieurs invitations à venir présenter le concept dans différents pays africains).
- Importance de la caractérisation précise des déchets (quantité et qualité) pour assurer le succès d'un tel projet.
- Importance de maîtriser les méthodes de calculs des réductions d'émissions et de fournir les données techniques et financières associées.
- Questionnement sur l'impact de la réglementation environnementale sur les projets MDP : une réglementation environnementale trop exigeante pourrait-elle empêcher les pays de bénéficier de projets MDP si ces projets visant à se conformer à une réglementation environnementale ?
- Mise en évidence de la trop grande complexité des règles envisagées pour le MDP pour la réalisation de petits projets MDP.
- Pertinence du projet pour être présenté comme un cas illustratif sur le site internet de l'IEPF.

6.7. Identification de projets MDP potentiels

Des projets MDP proposés par les participants ont été présentés et discutés, en vue d'identifier des projets MDP potentiels à soumettre à des bailleurs de fonds. Les projets ont été séparés en secteur « Énergie / Industrie » et secteur « Agriculture / forêsterie ».

Groupe Énergie / Industrie
Président : Richard Legault (Canada)
Rapporteur : Mohamed Abdellahi Ould Selme (Mauritanie)
Des 25 fiches de projets reçues, 13 ont été retenues à la lumière des critères d’éligibilité au MDP. De ces 13 fiches retenues, 6 étaient des projets avancés et 7 des idées de projets.

Les idées de projets portent sur la récupération de dioxyde de soufre au niveau des fours utilisés dans le secteur des industries minières de cuivre de la République Démocratique du Congo, la récupération des gaz de torchères dans les industries pétrolières de la République du Congo, l’électrification solaire au Mali et au Niger, la géothermie à Djibouti, le transport en commun au Bénin et l’économie d’énergie par des foyers améliorés au Togo.


Les discussions ont démontré que les six projets retenus répondent aux critères fixés et sont donc des projets MDP potentiels : ils constituent une priorité nationale, bénéficient d’un cadre local institutionnel et réglementaire favorable au partenariat et au financement et présentent un potentiel de réplicabilité élevé. Il a été recommandé que les six projets soient valables pour le MDP.

Les participants ont par ailleurs manifesté une certaine inquiétude sur le devenir des idées de projet.

**Groupe Agriculture / Foresterie**

*Président :* Mama Konate (Mali)

*Rapporteur :* Non identifié

Après la revue des idées de projets des 13 pays retenus (Congo, Cambodge, Burundi, RDC, Togo, RCA, Bénin, Comores, Éthiopie, Guinée, Conakry, Tunisie, puis Tchad), les faiblesses ou informations manquantes sur les projets ont été discutées :

- Différence non significative entre les projets présentés;
- Nécessité d’un formulaire aidant à la présentation des projets et intégrant les aspects commerciaux et les détails techniques précis;
- Nécessité d’un appui technique pour mieux cibler et confectionner les projets;
- Nécessité d’accompagner les titulés des idées de projet de brèves explications, en vue d’intéresser les bailleurs de fonds potentiels;

---

1 *Le recueil de projets et d'idées de projets édité par l'IEPF rassemble toutes les informations sur ces projets (voir site internet de l').*
Aucun projet n’a été considéré comme éligible au MDP, suite aux discussions plénières, démontrant la nécessité d’efforts complémentaires dans le développement institutionnel et le renforcement de capacités sur le montage de tels projets (notamment un manuel technique sur le montage des projets MDP).
7. **METTRE EN ŒUVRE LE MDP (LES MOYENS)**

7.1. **Bref survol des conférences**

Nota : Les acétylates des conférences sont disponibles sur le site internet de l'IEPF (www.iepf.org).

La présente session vise à approfondir les moyens institutionnels et financiers nécessaires à la réalisation de projet MDP, ainsi que les mécanismes de transactions de carbone au sein des marchés de carbone. Cette session a occupé toute l’avant-midi de la troisième journée. Elle a été suivie par trois ateliers pratiques en après-midi.

**Monsieur Suresh Hurry, de IT Power (États-Unis),** décrit les objectifs et les activités à la base d’un programme-type de formation sur le MDP au niveau national : sensibilisation des décideurs sur les avantages du MDP, renforcement des capacités sur le cadre réglementaire et les niveaux de référence, établissement d’un bureau national sur le MDP, et finalement promotion du montage de banques de projets éligibles au MDP.

**Monsieur Souleymane Diallo, du PNUD-FEM (Sénégal),** introduit les moyens institutionnels et humains requis pour mettre en œuvre le MDP. Il montre comment les activités de négociation impliquent inévitablement les administrations, tandis que les principales activités dans les pays sont orientées vers les communications nationales. L’identification et le montage de projet MDP requièrent, quant à eux, des capacités complémentaires pour satisfaire chacune des étapes du cycle du projet MDP.

**Madame Dominique Lallement, de la Banque Mondiale (ESMAP),** présente les différentes sources de financement disponibles au sein de la stratégie du Groupe Banque Mondiale dans le secteur énergie et entourant les objectifs du développement de services énergétiques durables et de réduction de la pauvreté. Les projets d’énergie renouvelable, programme ESMAP (www.esmap.org), le FEM, le Programme pour les Alternatives énergétiques en Asie, l’Initiative Énergie Rurale et Renouvelable en Afrique, le Programme Régional pour les Énergies Traditionnelles, etc., sont présentés.

**Monsieur Benoît Bosquet, du Fonds Prototype Carbone,** décrit le Fonds prototype Carbone (www.prototypecarbonfund.org) dont les objectifs visent spécifiquement la mise en œuvre de projets MDP ou d’application conjointe. Des investisseurs des secteurs public et privé ont contribué pour 145 millions de dollars US au fonds, visant notamment à favoriser l’apprentissage par la pratique en rendant possible la réalisation des projets qui ne seraient pas
rentables sans l'achat de réductions d'émissions de gaz à effet de serre. Onze projets ont déjà été approuvés. Benoît Bosquet présente les critères de sélection du FPC (additionnalité environnementale du projet, crédibilité environnementale, l'existence d'un protocole de suivi et de vérification). Il évoque également les programmes spécifiques de renforcement de capacités tels que le « MDP Assistance » (atelier de formation pour les responsables nationaux, 7 et 8 juin 2001, Ouganda).

Une Table ronde a permis à mesdames Georgina Wigley (ACDI-Canada), Anne Deschamps (Région wallonne) et Dominique Campana (ADEME-France) de présenter respectivement les fonds et programmes bilatéraux canadiens, wallons et français.

Le fonds de l'ACDI sur les changements climatiques, de 100 millions de dollars Cnd, vise les projets de renforcement des capacités, de séquestration du carbone, de réduction des émissions et d'adaptation aux impacts des changements climatiques. La démarche conseillée est de contacter les représentants de l'ACDI dans les ambassades canadiennes. Actuellement, les fonds pour des projets majeurs sont épuisés. Il subsiste toutefois des fonds pour des petits projets.

Pour sa part, le Fond français pour l'environnement mondial accorde une priorité à l'Afrique sub-saharienne et aux pays francophones pour des projets à finalité de développement économique et social. L'approche repose sur le financement du coût additionnel de protection de l'environnement. Le Fonds d'appui aux activités exécutées conjointement vise, quant à lui, la consolidation de l'apprentissage des projets de la phase-pilote sur l'AC et l'appui à la mise en œuvre des mécanismes de flexibilité.

Enfin, la région wallonne désire contribuer au MDP par le biais d'un plan d'action visant le renforcement des capacités, la formation et la réalisation de projets d'efficacité énergétique.

Un programme des Pays-Bas est également évoqué, visant à sensibiliser les décideurs aux avantages du MDP, à renforcer les capacités nationales pour formuler le cadre réglementaire et identifier les niveaux de référence et à appuyer l'établissement d'un bureau national MDP pour identifier, évaluer, valider et mettre en œuvre le MDP. Seuls les pays bénéficiaires des Pays-Bas sont éligibles au programme.

Madame Aldyen Donnelly, de GEMCo (Canada), a présenté les activités de son entreprise de courtage en réduction d'émissions de gaz à effet de serre, regroupant plusieurs compagnies du secteur énergétique canadien et visant à faciliter les échanges de crédits de gaz à effet de serre entre ses membres. De nombreuses transactions issues de projets industriels et de séquestration du carbone (agricole, forestier, captage) ont déjà été réalisées, malgré les incertitudes entourant le Protocole de Kyoto.
Afin d’être éligible, un projet doit être appuyé par un inventaire national fiable de gaz à effet de serre, par des règles établies en matière de droit foncier, et doit être appuyé par le gouvernement en place (qui devra comptabiliser les réductions dans son inventaire national).

Messieurs André Turmel et Pierre Meunier, de Fasken Martineau DuMoulin (Canada), ont expliqué comment une transaction de vente de crédits d’émissions de gaz à effet de serre est mise en œuvre. Étant donné les incertitudes subsistant sur les marchés de carbone, le défi associé à une transaction de vente est juridique : il s’agit de définir des normes contractuelles, sujettes à changement en fonction des développements dans le domaine. Les contrats doivent comporter notamment tous les éléments sur le droit applicable, les calculs techniques d’émissions et de réduction (réajustement envisageable en fonction des nouvelles méthodes de calcul), la durée du contrat (10 à 14 ans), les garanties, les modes de paiement, les procédures de vérification, les conditions de fin de contrat. Plusieurs exemples de transaction (Canada, États-Unis et Brésil) illustrent ces transactions (achat par GEMCo de 2.8 millions de tonnes de CO₂ pour une période de 11 ans dans le domaine agricole; au Brésil, investissement d’une entreprise multinationale européenne dans la préservation de l’espace forestier en Amazonie, pour 40 ans, etc.).

7.2. Faits saillants et préoccupations

Encadré 7 : Mettre en œuvre les projets MDP (les moyens) : Faits saillants et préoccupations

- Grand intérêt des participants pour les informations reçues sur les sources de financement des projets.
- Question de l’admissibilité des projets de séquestration au financement bilatéral (oui pour les petits projets de l’ACDI).
- Importance de la disponibilité de financement pour des études de faisabilité de projet.
- Importance de la disponibilité d’une méthodologie standardisée pour quantifier les réductions d’émission.
- Question de l’éligibilité des projets de protection des aires protégées en Afrique (la décision relève du gouvernement en place).
8. **RENFORCEMENT DE CAPACITÉS**

Trois ateliers ont été tenus en après-midi de la troisième journée et ont permis aux participants de réfléchir sur les besoins de renforcement de capacités, en particulier sur les aspects de : a) politique et stratégie; b) sciences et technologies; c) mise en œuvre du MDP.

8.1. **Atelier : Pôle politique et stratégie**

*Président : Ndiaye Cheikh Sylla (Sénégal)*

*Rapporteur : Non identifié*

Les constats et questionnements dégagés des discussions sont les suivants:

Les pays francophones ne sont pas tous au même niveau, et les décideurs politiques ne sont pas toujours informés des enjeux des changements climatiques;

Certaines stratégies en cours sont antérieures à la prise de conscience sur les changements climatiques;

Le MDP est mal connu des décideurs et des populations, des privés et des ONGs.

Les recommandations formulées sont les suivantes :

Intégrer les aspects des changements climatiques dans les politiques et stratégies de développement des pays;

Appui demandé aux pays francophones membres de l'Annexe 1 de la CCNUCC, pour la mise en place du cadre institutionnel devant régir le MDP;

Appui demandé à l'IEPF pour accompagner les pays francophones dans leur compréhension des enjeux du MDP et pour sensibiliser les décideurs.

Importance que la Francophonie facilite l'accès au financement du MDP et au renforcement des capacités;

Besoin de mettre en place d'un cadre réglementaire et juridique;

Besoin de mettre en place des mesures incitatives (fiscalité, etc.);

Besoin d'une implication accrue du secteur privé et de la société civile.

8.2. **Atelier : Pôle sciences et technologies**

*Président : Arthur Riedacker (France)*

*Rapporteur : M'Gbra N'Guessan (Côte d'Ivoire)*

Les constats et questionnements dégagés des discussions sont les suivants:

Importance que les projets développés dans le cadre de la CCNUCC puissent se concrétiser, du point de vue scientifique et technologique, dans
l'esprit du MDP établi dans le cadre du Protocole de Kyoto (c'est à dire financer des actions de développement économiques en émissions de gaz à effet de serre dans les pays du Sud en échange des crédits d'émissions pour les pays du Nord);
Difficultés pour les pays en développement en matière de formulation des projets et programmes éligibles au MDP;
Importance d'identifier les besoins en informations scientifiques et technologiques des pays du Sud.

Les recommandations formulées sont les suivantes :
Mettre en œuvre la formation des parties prenantes aux aspects scientifiques et technologiques du changement climatique en vue de faciliter la formulation de projets éligibles au MDP;
Développer une assistance technique internationale et/ou régionale pour appuyer certains pays en raison des besoins spécifiques identifiés ;
Mettre en place des bases de données sur les compétences nationales et régionales reliées à la problématique des changements climatiques dans tous ses aspects;
Renforcer les capacités des centres d'excellence déjà opérationnels sur le terrain et détenteurs des données utiles en matière de formulation de projets éligibles au MDP;
Établir des données et scénarios de référence en formant des spécialistes capables de conduire les calculs nécessaires;
Diffuser les informations scientifiques et technologiques disponibles sur la problématique du changement climatique, en particulier les rapports publiés par le GIEC;
Collecter, organiser et diffuser les informations pertinentes pour tous les secteurs concernés par le MDP;
Diffuser largement l'information à l'échelle nationale afin de recueillir les réponses adéquates aux problèmes posés;
Publier les données nationales issues de la recherche et du travail des experts à travers des bulletins et des actes de colloques accessibles à tous;
Promouvoir les échanges d'expériences entre pays du Sud et du Nord d'une part, et entre pays du Sud ayant les mêmes aspirations et les mêmes conditions d'autre part;
Encourager les relations interrégionales pour les pays ayant des conditions similaires ou une problématique identique;
Impliquer le plus grand nombre de spécialistes au plan national et régional (le changement climatique nécessite l'usage de toutes les expertises disponibles);
Élargir la base des compétences nationales en matière de projets éligibles au MDP (experts sectoriels et généralistes);
Organiser des comités scientifiques et technologiques à travers l'animation des réseaux susceptibles de se réunir périodiquement;
Intégrer tous les acteurs-clés au processus d'élaboration des projets MDP dans le pays (ONG, chercheurs, universitaires, cadres des administrations de l'énergie, de l'agriculture, municipalités, décideurs politiques, les groupes organisés, les femmes, les jeunes etc.);
Mettre en place les outils techniques et méthodologiques de suivi-évaluation des programmes de renforcement de capacités;
Adapter la démarche et les solutions en matière de renforcement des capacités scientifiques et technologiques aux réalités des pays;
Renforcer spécifiquement les capacités des points focaux MDP dans le domaine scientifique et technologique car ceux-ci doivent travailler en synergie avec toutes les compétences nationales existantes.

8.3. Atelier : Pôle mise en œuvre

Président : René Yvon Brancart (Côte-d'Ivoire)
Rapporteur : Jean-Pierre Ndoutoum (Canada)

Les constats et questionnements dégagés des discussions sont les suivants:
Difficulté de discuter de mise en œuvre de projets MDP alors que la plupart des pays au sud du Sahara n'ont pas encore fini d'élaborer ou fait approuver par la Conférence des Parties de la CCNUCC leur communication nationale.
Possibilité toutefois de concevoir des projets MDP sans attendre la ratification du Protocole.
Questionnements :
Quels sont les aspects concrets d'opération de projets MDP ? Lorsque par exemple on comptabilise pour un pays des émissions de 2000 à 2012, comment sont rapportées ces émissions ? Par an, par tranche ?
Quels sont les besoins en renforcement des capacités ? En institutions ou organismes de mise en œuvre ?
Comment participer à la mise en œuvre effective ? Quels sont les aspects institutionnels, réglementaires et juridiques pour la mise en œuvre effective ?
Il est regrettable, a souligné un intervenant, que les conférences de la matinée n'aient que peu abordé ces aspects ?
Comment élaborer des projets MDP et les rendre éligibles ?
Un certain nombre d'institutions financières interviennent pour soutenir les projets. Quelle est la répartition géographique des projets financés et quelle est le fondement de cette répartition ?
Le MDP est un mécanisme complexe, dont la mise en œuvre dans les pays du Sud prendra encore beaucoup de temps. À qui profite ce temps d'attente et d'apprentissage ?
Comment peut-on définir le rôle des opérateurs privés du Sud dans la mise en œuvre des projet MDP?
En ce qui concerne les petits projets et leurs spécificités, quels mécanismes utiliser pour les rendre éligibles ? Faut-il réinventer de nouveaux mécanismes de traitement ou bien s’appuyer sur l’existant ? Il existe par exemple des approches originales aux Pays-Bas.
Quelles sont les stratégies nationales de développement durable des pays ? Comment peut-on appuyer les projets ? Quels sont les besoins spécifiques autour des thématiques et des secteurs ?

Les recommandations formulées sont les suivantes :

**Thème 1 : Typologie des projets MDP et lien avec les stratégies de développement**

Choisir les projets MDP (qui obéissent à une grille des paramètres de définition) en fonction des priorités de développement durable propres à chaque pays ;
Définir et formuler préalablement les priorités de développement dans chaque pays. Si nécessaire, inventorier l’ensemble des besoins autour des thématiques et des secteurs susceptibles de participer au MDP ;
Réviser les législations nationales de manière à les rendre conformes avec les législations internationales, en particulier avec les dispositions du protocole de Kyoto. Il faut donc fortement inviter les États à œuvrer dans ce sens, au besoin par des campagnes de sensibilisation des Parlements et des autres décideurs politiques ;
Ne pas attendre le dépôt et l’approbation des communications nationales pour monter et présenter des projets MDP, car ce retard sera mis à profit par d’autres pays pour accéder aux fonds disponibles (ex : Amérique latine)

**Thème 2 : Renforcement des capacités**

Appuyer les pays à renforcer les équipes en charge de la rédaction des communications nationales. Si l’on suppose que la mise en œuvre de projets MDP implique l’existence d’un portefeuille de projets, on peut rappeler que les communications nationales comprennent l’inventaire l’évaluation des émissions, l’étude de vulnérabilité et la proposition de projets d’atténuation ;
Aider au renforcement des capacités en matière d’établissement de priorités de développement durable et de leur définition par chaque État ;
Inciter les pays francophones de l’Annexe 1 de la CCNUCC à contribuer au renforcement des capacités en matière d’élaboration et de rédaction de projets MDP proprement dits, incluant les procédures d’évaluation et de certification des projets, et enfin d’exécution des projets ;
Besoin que l’IEPF crée ou puisse aider à la création d’un fonds spécial d’accompagnement pour réaliser des formations du type de celle organisée par le Fonds Prototype Carbone en Ouganda, mais spécifiquement orientée vers les pays de Francophonie. L’ADEME, qui a pris note de cette suggestion, se propose d’étudier sur quels thèmes pourrait porter la session francophone ;
Mettre en place des points focaux spécifiquement dédiés au MDP, en plus (ou à la place ?) des coordonnateurs nationaux, points focaux;

**Thème 3 : Financement de la mise en œuvre des projet MDP**

Impliquer les opérateurs privés du pays hôte d’un projet MDP dès la phase de conception du projet MDP et tout au long du processus;

Accroître la participation des pays francophones aux financements internationaux, notamment aux financement disponibles dans le cadre du MDP;

Encourager les investissements directs étrangers et l’emploi d’une partie de l’aide publique au développement dans les conditions qui restent à préciser pour le cas des projets MDP de pays non Annexe 1.

9. **RÉSULTATS ET PERSPECTIVES**

À l’issue de l’atelier technique francophone sur le mécanisme pour un développement propre, il est possible de relever les différents acquis et les attentes des participants. Les résultats de l’Atelier sont présentés sous quatre rubriques : les résultats obtenus, le bilan des activités de maillage, les attentes et besoins exprimés pendant et à la fin de l’Atelier, ainsi que les perspectives et positions de suivi.

9.1. **Résultats**

Les résultats obtenus à l’issue de l’atelier et identifiés par les participants sont les suivants :

Les participants ont bénéficié d’une mise à niveau des connaissances sur les enjeux de négociation et sur l’application du MDP tel qu’il prévaut dans le marché;

Les participants ont fait de réels efforts pour favoriser l’émergence de projets MDP (génération de 53 idées de projet et 6 projets plus élaborés – voir liste en annexe 4)

L’Atelier a permis la génération de nombreuses idées de projets MDP. Toutefois, pour nombre d’entre eux, il reste une longue distance à parcourir pour passer du stade d’idée à celui d’acception du projet dans le cadre du MDP tel qu’il se négocie actuellement;

Les participants ont pu être confrontés à la complexité du MDP : concept d’additionnalité, exigence de la mise en œuvre crédible et efficace du MDP, limites conceptuelles, modalités d’application incertaines, enjeux des puits de carbone et de leur lien avec la sécurité alimentaire dans certains pays;

L’Atelier a permis de favoriser le renforcement des capacités institutionnelles et humaines et de fournir une base de compréhension pour la formulation des projets.
Les participants ont manifesté de l'intérêt pour les études de cas et les fiches de projet pour faciliter l'apprentissage sur la formulation et le montage de projets.

Les participants ont acquis une meilleure compréhension du MDP en tant que mécanisme de marché. L'atelier leur a permis de mieux comprendre la logique de l'investisseur privé, et de saisir le fait que le secteur privé doit être une composante essentielle des projets.

9.2. Activités de maillage

Le bilan des activités de maillage réalisées pendant l'atelier est le suivant :

**Conférenciers du secteur privé** (participation de onze conférenciers du secteur privé (SNC-Lavalin, Tecslut, Génivar, EEC, Éconoler, HéliMAX, Gaz Métropolitain, GEMCo, Fasken Martineau Dumoulin, Biothermica, CO₂ Solution, Michel Dallaire architectes ; échanges diversifiés à l'occasion de la dernière journée) : établissement de contacts entre les participants et les entreprises et possibilités de développement de nouveaux projets (par exemple, Biothermica a fait des contacts intéressants avec le Maroc, Michel Dallaire Architectes a établi des contacts avec la Tunisie).

**Cocktail à l'exposition « Tout simplement génial »** (invitation du Ministère de l'Industrie et du Commerce à la plus grande exposition jamais réalisée sur le Québec technologique ; allocation de Madame Suzanne Giguer, sous-ministre adjointe à l'industrie ; visite de l'exposition) : présentation des plus récentes innovations issues des champs de recherche les plus prometteurs au Québec, échanges avec des entreprises privées.

**Visite de la Foire technologique Américana (Montréal)** : échanges avec les exposants, conférences, participation au forum de jumelage d'entreprises (27 pays participant à l'Atelier ont rempli une fiche présentant leurs besoins ; 5 pays furent sélectionnés pour des rencontres : Cambodge, Burundi, Bulgarie, Tunisie et Togo - Toutefois, pour des raisons organisationnelles, les rencontres n'ont pas pu avoir lieu. Les coordonnées des entreprises canadiennes intéressées ont tout de même transmises aux pays concernés).

9.3. Besoins exprimés

Les attentes et besoins exprimés par les participants sont les suivants :

- **Besoin de renforcement continu des capacités sur les concepts et les enjeux des négociations.**
- **Besoin de créer ou de renforcer les institutions nationales requises et capables de faire émerger des projets MDP ;**
- **Nécessité d'associer, dès la phase de conception du projet, les opérateurs privés du pays hôte d'un projet MDP ;**
Besoin d’organiser à brève échéance, des sessions de formation et de renforcement des capacités pour l’identification et la formulation de projets ainsi que sur les thématiques suivantes : mesures institutionnelles, législatives et réglementaires à mettre en place; mesures incitatives et fiscales pour attirer les projets MDP; contrats et rouages d’une transaction de crédits pour réduction d’émissions de gaz à effet de serre;
Besoin d’améliorer la formation et les contenus relatifs aux projets de séquestration, notamment en agriculture et en foresterie;
Importance que chaque pays participe pro-activement, pour éviter que toutes les activités ne reposent sur l’IEPF. Il est par exemple encouragé de s’associer davantage avec le secteur privé au plan local, et d’établir un dialogue avec les instances gouvernementales;
Besoin d’approfondir le devenir des petits projets, notamment en agriculture et foresterie;

9.4. Recommandations et suivi

Les perspectives et les propositions de suivi à l’atelier sont les suivantes :

**Renforcement des capacités de négociation** : Les recommandations des 3 ateliers sur ce sujet seront examinées par l’IEPF en vue de l’élaboration d’une stratégie appropriée;

**Renforcement des cadres institutionnel et réglementaire** : Une stratégie concertée sera proposée par l’IEPF;

**Appui à la formulation et à l’émergence de projets pilote MDP** : La démarche s’inscrit dans une optique d’acquisition de connaissances et d’expériences par la pratique. Un suivi de l’évolution des projets de démonstration sera exposé sur le site web de l’IEPF, à des fins de mobilisation des investisseurs mais aussi d’apprentissage pour tous;

**Réalisation d’un manuel de référence sur la formulation de projets MDP**, étape par étape;

**Réalisation de sessions de formation** du type de celle organisée par le Fonds prototype Carbone. À cet effet, il convient d’identifier les thèmes à prendre en compte dans cette session.

**Encourager le développement de partenariats** à travers les structures régionales.

---

2 Voir le recueil de projets MDP sur le site internet de l’IEPF (www.iepf.org)
Annexe 1 : Programme détaillé de l’atelier

**JOUR 1 – Québec, lundi 26 mars 2001**

| 8h00 à 9h00 | Inscription et petit déjeuner |
| 9h00 à 9h20 | Mots de bienvenue  
M. EL HABIB BENESSAHRAOUI, Directeur exécutif, IEPF  
M. PAUL BÉGIN, Ministre responsable de la région de la Capitale Nationale |
| 9h20 à 9h30 | Présentation de l’Atelier  
M. SIBI BONFILS, IEPF |
| 9h30 à 10h20 | Session 1 : Mise en contexte  
Bilan de la CdP6 et perspective sur la CdP6.5  
M. KAI-UWE SCHMIDT, CCNCCC |
| 10h20 à 11h00 | Perspective sur le MDP à la lumière de CdP6 - 6.5  
Mme SUSHMA GERA, Bureau canadien MDP-AC |
| 11h00 à 11h15 | Pause-santé |
| 11h15 à 11h45 | Impacts de la CdP6 – 6.5 sur le MDP : Points de vue des négociateurs  
M. MAMADOU HONADIA, Burkina Faso  
M. PIERRE GIROUX, Canada  
M. ARTHUR RIEDACKER, France |
| 11h45 à 12h30 | Discussion en plénière |
| 12h30 à 14h00 | Déjeuner conférence de l’IEPF |
| 14h00 à 14h45 | Session 2 : Connaître le MDP  
Particularités du MDP  
M. MICHEL BRAZEAU, Bureau canadien MDP-AC |
| 14h45 à 15h00 | Pause-Santé |
| 15h00 à 15h30 | Le MDP, outil de développement ?  
M. YOUBA SOKONA, ENDA, Sénégal |
| 15h30 à 16h00 | Typologie et définition des projets MDP  
M. CHRISTOPHE DE GOUVELLO, CIRED |
| 16h00 à 17h00 | Période de questions et discussion en plénière |
| 17h30 à 19h30 | Cocktail de bienvenue offert par le ministre de l’Environnement du Québec à l’Observatoire de la capitale  
M. ANDRÉ BOISCLAIR, Ministre de l’Environnement du Québec |

**JOUR 2 – Québec, mardi 27 mars 2001**

| 9h00 à 9h30 | Session 3 : Mettre en oeuvre le MDP  
PARTIE 1 : Additionnalité, ligne de référence, formulation et cycle de vie d’un projet MDP  
Concept d’additionnalité  
M. ANDREW PAPE-SALMON, Institut Pembina |
| 9h30 à 10h00 | Établissement du niveau de référence  
M. MARC LEMIEUX, Gaz Métropolitain |
| 10h00 à 10h30 | Formulation et cycle de vie d’un projet MDP  
M. RICHARD LEGAULT, Hélimax Énergie |
<p>| 10h30 à 10h45 | Pause-santé |</p>
<table>
<thead>
<tr>
<th>No d'atelier</th>
<th>Atelier 1</th>
<th>Atelier 2</th>
<th>Atelier 3</th>
<th>Atelier 4</th>
<th>Atelier 5</th>
<th>Atelier 6</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Pays hôte</td>
<td>MALI</td>
<td>ETHIOPIE</td>
<td>LIBAN, CHINE, CÔTE D'IVOIRE</td>
<td>CAMEROUN, ÎLE MAURICE</td>
<td>SÉNÉGAL</td>
<td>TUNISIE</td>
</tr>
<tr>
<td>Type de projet</td>
<td>Hydro-électricité</td>
<td>Foresterie</td>
<td>Efficacité énergétique</td>
<td>Agriculture Bioénergie</td>
<td>Éolien</td>
<td>Industrie/ Gestion des déchets</td>
</tr>
<tr>
<td>Promoteur</td>
<td>SNC-Lavalin</td>
<td>Tecsuit</td>
<td>ADEME IEPF</td>
<td>MIES</td>
<td>ASERA ANER</td>
<td>EEC / Génivar</td>
</tr>
</tbody>
</table>

16h30 Départ pour la cabane à sucre à l'île d'Orléans – repas du soir sur place.

JOUR 3 – Québec, mercredi 28 mars 2001

<table>
<thead>
<tr>
<th>Session 4 : Les moyens pour mettre en œuvre le MDP</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>8h30 à 9h00 Cadre institutionnel, législatif et réglementaire pour attirer des projets MDP</td>
</tr>
<tr>
<td>Dr. SURESH HURRY, IT Power</td>
</tr>
<tr>
<td>9h00 à 9h30 Moyens institutionnels et humains dont il faut se doter</td>
</tr>
<tr>
<td>M. SOULEYMANE DIALLO, PNUD</td>
</tr>
<tr>
<td>9h30 à 10h00 Les différentes sources de financement en provenance de Fonds multilatéraux</td>
</tr>
<tr>
<td>Mme DOMINIQUE LALLEMENT, BM, ESMAP</td>
</tr>
<tr>
<td>10h00 à 10h30 Le Fonds Prototype Carbone</td>
</tr>
<tr>
<td>M. BENOIT BOSQUET, Fonds Prototype Carbone</td>
</tr>
<tr>
<td>10h30 à 10h45 Pause-santé</td>
</tr>
<tr>
<td>10h45 à 12h00 TABLE RONDE : FONDS ET PROGRAMMES BILATÉRAUX</td>
</tr>
<tr>
<td>Mme GEORGINA WIGLEY, ACDI</td>
</tr>
<tr>
<td>Mme ANNE DECHAMPS, Région wallone</td>
</tr>
<tr>
<td>Mme DOMINIQUE CAMPANA, ADEME</td>
</tr>
<tr>
<td>12h00 à 12h30 Le marché des crédits de gaz à effet de serre (GES)</td>
</tr>
<tr>
<td>Mme ALDYEN DONNELLY, GEMCo</td>
</tr>
<tr>
<td>12h30 à 13h00 La mise en place d'une transaction de vente de crédits de GES</td>
</tr>
<tr>
<td>M. ANDRÉ TURMEL, M. PIERRE MEUNIER, Fasken Martineau DuMoulin</td>
</tr>
<tr>
<td>13h00 à 14h30 Déjeuner à l'astral</td>
</tr>
<tr>
<td>14h30 à 14h45 Exposé introductif sur le renforcement des capacités</td>
</tr>
<tr>
<td>M. YOUBA SOKONA, ENDA, Sénégal</td>
</tr>
<tr>
<td>14h45 à 16h00 Discussion en trois ateliers</td>
</tr>
<tr>
<td>Pôle politique et stratégie / Pôle sciences et technologies / Pôle mise en œuvre</td>
</tr>
<tr>
<td>16h00 à 16h15 Pause santé</td>
</tr>
<tr>
<td>16h15 à 17h00</td>
</tr>
<tr>
<td>17h30 à 19h00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**JOUR 4 – Québec, jeudi 29 mars 2001**

| 8h00 à 10h00 | Choix d’un projet MDP à présenter pour chacun des secteurs d’activité (travail en groupe) |
| 10h00 à 11h00 | Présentation par les participants des projets MDP choisis par secteur d’activité |
|              | Groupe « Énergie » |
|              | Groupe « Industrie/agriculture/foresterie » |
| 11h00 à 11h15 | Pause-santé |
| 11h15 à 13h00 | Présentations (suite) |
|              | Groupe « Énergie » |
|              | Groupe « Industrie/agriculture/foresterie » |
| 13h00 à 14h30 | Déjeuner à l’astral |
| 15h00 à 17h00 | Bilan et perspectives |
|              | Synthèse des ateliers sur le développement de capacités |
|              | Synthèse de l’Atelier technique francophone |
|              | Mot du président du Conseil d’orientation de l’IEPF, M. Lasseni Duboze |
| 18h00        | Départ vers Montréal |

**JOUR 5 – Montréal, vendredi 30 mars 2001**

| 7h00 à 8h30 | Petit déjeuner offert par le gouvernement du Québec sur le site de la Foire Américana |
| 8h30 à 10h00 | Présentation sur les changements climatiques par des entreprises québécoises |
| 10h00 à 13h00 | Visite guidée de la foire technologique Américana : Visite spécialisée de stands présentant les technologies mondiales en matière de réduction et de captage de gaz é effet de serre / Rencontres de partenariat |
| 13h00 à 14h00 | Déjeuner |
| 14h00 à 15h00 | Bilan et perspectives sur le développement de partenariats : voir à la mise en œuvre concrete des projets MDP identifiés lors de l’atelier |
|              | Cloture de l’atelier |
Annexe 2 : Discours d’ouverture et mot de clôture

Allocation d’ouverture de Monsieur El Habib Benessahraoui, Directeur exécutif de l’IEPF

Monsieur le Ministre de la Justice et ministre chargé de la Capitale nationale,

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Je suis particulièrement heureux de vous accueillir dans cette belle ville, joyau du patrimoine mondial et siège de notre Institut.

C’est aussi une coïncidence heureuse de vous accueillir au lendemain de la semaine internationale de la Francophonie, ce moment de commémoration et de communion autour de travaux conduits en commun ou de chantiers que les États et gouvernements membres ouvrent solidaires, avec le but ultime de valoriser leur diversité culturelle et de contribuer au développement durable et au bien-être de leurs populations.

Notre rencontre aujourd’hui participe de la même démarche de ces rendez-vous du «donner et du recevoir» qui fondent l’action francophone:
- partager l’information et mettre en commun les expériences,
- développer des partenariats solides et mutuellement advantageux,
- travailler ensemble en vue d’assurer une présence active de nos États et gouvernements dans les négociations internationales

L’Atelier technique sur le mécanisme pour un développement propre pour les États parties à la Convention cadre sur le changement climatique est un nouveau moment de concertation et d’échanges, comme ceux nombreux qui jalonnent les négociations internationales pour asseoir les bases du développement durable.

C’est un atelier qui vient couronner la première phase d’un programme d’échange et de formation, élaboré et structuré depuis 1999 à Bonn.

Il suit l’atelier bilan de la CdP5 à Casablanca, l’atelier préparatoire à la 13e session des organes subsidiaires à Lyon, centré sur l’utilisation des terres et l’atelier préparatoire de la CdP6 tenu à Bruxelles et centré principalement sur les questions du transfert de technologie.

Il vient après une dizaine de réunions de concertation en marge des CdP depuis Kyoto tant au niveau des experts qu’au niveau ministériel.

La continuité de cette tradition heureuse, bien établie, doit beaucoup à l’engagement volontaire et je dirais militant, d’un groupe que je tiens à saluer en Mamoudou Honadia du Burkina, Pierre Giroux du Canada, Arthur Riedacker de France, Lambert Gnapelet de Centrafrique, Mme Raja Chafti du Maroc, Mme Marie-Josée Desmarais du Québec, M. Pierre M’bouyou du Congo, M. Stephane Cools de la Région Wallonne et d’autres qui m’excuseront de ne pas les citer, car cet engagement du groupe pionnier s’enrichit continuellement de nouvelles énergies.

Ce processus doit beaucoup aussi à l’appui financier dont l’IEPF a pu bénéficier de la part de la France, du Canada, du Québec et de la Région Wallonne. Qu’ils trouvent ici l’expression de notre gratitude.

Comme vous le savez, notre rencontre aujourd’hui se tient à un moment très délicat de la négociation après la non réussite de la Conférence de la Haye avec les questions en suspens et les positions des différentes Parties y compris dans leur dernier développement, la Communauté internationale semble, en l’état actuel des choses, moins se rapprocher d’un accord où chacun est engagé à hauteur de ses responsabilités, où les plus vulnérables ont les moyens et financiers de s’adapter aux conséquences du changement climatique.
Des efforts continuent cependant d’être déployés pour débloquer la situation et j’espère qu’après Bonn, en juillet, on entreverra Marrakech avec un certain optimisme.

C’est l’occasion pour moi de saluer le Maroc qui accueillera la 7e CdP. À travers le Maroc, c’est l’Afrique et c’est la Francophonie qui sont honorées et qui se réjouissent de cette perspective.

La Communauté francophone, comme nos ministres présents à la Haye l’ont affirmé, saura apporter son appui pour relever le défi.

Nos travaux au cours de cette semaine même s’ils ont été projetés avant la Haye, font partie de ces gestes posés et qui contribuent, certes de manière indirecte, à la médiation et la facilitation de consensus dans la négociation internationale.

Ils visent, de manière interactive, à renforcer les capacités des participants pour l’identification, le définition, le montage et la mise en œuvre de projets éligibles au mécanisme pour un développement propre.

Ils visent aussi à travers les interactions entre les négociateurs et les porteurs de projets d’identifier les cadres institutionnels et les capacités humaines nécessaires à la mise en valeur optimale de ce mécanisme et des opportunités concrètes de partenariat à court et moyen terme.

Monsieur Bonfils va vous présenter par la suite l’organisation et le contenu précis du déroulement des travaux.

Quant à moi avant de terminer, je voudrais vous remercier d’avoir répondu nombreux à notre invitation. Vous êtes 120 négociateurs, points focaux et spécialistes sectoriels porteurs de projets, représentants d’institutions nationales et multilatérales venant de 37 pays et des quatre coins de ce monde, je vous salue chacune et chacun et vous souhaite une chaleureuse bienvenue, un agréable séjour et de très fructueux travaux.


Permettez-moi de les remercier en mon nom propre et en votre nom à tous.

Pour notre part à l’IEPF, nous fondons beaucoup d’espoir sur vos travaux car notre démarche commune arrive avec cet atelier à un moment charnière.

Nous sommes tous appelés à examiner ensemble, les moyens, tous les moyens pour peut-être changer d’échelle dans notre démarche de renforcement des capacités et de développement des compétences et permettre au final, à tous nos pays membres, de jouer le rôle moteur dynamique, qui doit être le leur au sein de la Communauté internationale pour un développement durable et équitable.

Je vous remercie de votre attention.

**Mot de clôture de Monsieur Serge Lasseni-Duboze, du Conseil d’Orientation de l’IEPF**

Nous voici arrivés au terme de nos travaux et l’honneur me revient de les clôturer en tant que président du CO de l’IEPF.

Il me faut vous demander de bien vouloir accepter les excuses du Directeur Exécutif, Monsieur El Habib Benessahraoui, qui a dû rejoindre Paris depuis hier, mercredi, pour participer à des travaux liés à la programmation du biennum 2002-03 de l’AIF.
N’étant pas spécialiste de l’environnement, j’exprimerai un point de vue qui se veut avant tout de bon sens sur un sujet qui nous préoccupe : la gestation complexe du traité de Kyoto et ses conséquences sur la mise en œuvre du MDP.

Certes, on nous a mis en garde : il ne faut pas rêver, le MDP n’existe pas puisque les grands de ce monde ne sont pas tombés d’accord à La Haye, lors de la CDP6.

Mais faut-il qu’il existe pour que l’on se mette au travail. Au contraire et pour reprendre les conclusions de certains d’entre vous, n’est-il pas évident que le renforcement des capacités passe par l’apprentissage pratique, ce qui confirme l’importance des projets comme vecteurs de renforcement des capacités.

Alors, réalisons des projets sans attendre les hommes politiques, dès que l’opportunité se présente, que ce soit dans un cadre d’aide bilatérale ou simplement commercial. Ce qui importe, c’est que ceux qui vont négocier le cadre d’accueil du projet ne fassent pas un marché de dupe.

En effet, quel que soit le niveau ou l’on intervient, il importe d’être en position de négocier.

**S sommes-nous en bonne position pour négocier un projet ?** Une bonne façon pratique de le savoir est de commencer à en discuter concrètement avec un partenaire intéressé et d’exercer sa vigilance avant de conclure.

**Devons-nous être inquiets devant la logique de marché qui prévaut?**

Notre inquiétude légitime ne doit pas être un aveu de faiblesses mais plutôt l’expression d’une volonté de dépasser certains handicaps temporaires, inhérents au manque d’expérience. Si nous sommes réellement conscients de la valeur de ce que nous avons à offrir, et qui fait tant défaut à d’autres, nous saurons négocier.

Vous avez été nombreux à le marteler : L’approche MDP constitue un outil supplémentaire dans le processus de développement intégré et durable. N’attendons plus pour le mettre en œuvre grâce à des projets concrets. Nos progrès sur le terrain constitueront des encouragements capables de balayer les hésitations observées dans la sphère politique.

Je loue donc la clairvoyance et l’opiniâtreté des organisateurs de l’Atelier qui ont tenu à ce que nos travaux ne s’achèvent pas sans avoir identifié quelques projets susceptibles d’être parrainés pour accéder à la phase de réalisation. Cela me paraît constituer un des résultats majeurs de nos échanges de la semaine. Il mérite d’être salué par nos applaudissements.

Le statut de Président du CO/IEPF exige de ma part un regard critique et une appréciation objective des activités de l’institut. Je sollicite donc votre indulgence au cas ou je faillirais.

La mission de l’Institut est de contribuer au renforcement des capacités nationales et au développement des partenariats dans les domaines de l’énergie et de l’environnement.

Cet atelier qui se termine constitue un des moyens d’action dont dispose l’Institut pour accomplir sa mission. Son succès et l’intérêt que vous avez manifesté confirment le bien fondé des axes d’intervention adoptés par l’IEPF.

Pour ma part, n’étant pas un spécialiste de l’environnement, comme je le disais tout à l’heure, j’ai pu cependant apprécier la qualité des communications, grâce il est vrai, au glossaire qui nous a été remis à chacun dès le début, mais surtout, grâce à l’organisation logique de la succession des différents thèmes traités.

Si vous êtes satisfaits, faites le savoir.

L’IEPF a été créé pour vous.

Il existe et doit donc répondre à vos attentes.

Alors apprenez à mieux le connaître et sollicitez-le.
Il sera d’autant plus votre avocat que vous le tiendrez informé de vos attentes.

Il disposera d’autant plus de moyens d’actions que nos états membres seront sensibilisés sur ses besoins, sur vos besoins.

L’équipe actuelle de l’IEPF qui comprend 17 membres au total, constitue un exemple d’osmose réussie de la communauté francophone, qui mérite d’être encouragé et soutenu.

Je ne saurais terminer mon propos sans renouveler nos remerciements à l’attention de toutes celles et de tous ceux qui ont rendu possible cette fructueuse rencontre et qui pourront en assurer les prolongements attendus.

Rappelons que cette réunion n’aurait pu avoir lieu sans un soutien technique et matériel généreux de nombreux ministères du Québec :
Le Ministère des Ressources Naturelles
Le Ministère de l’Environnement
Le Ministère des Transports
Le Ministère de l’Industrie et du Commerce
Le Ministère des Affaires Étrangères du Canada
Le Ministère de l’Environnement de la Région Wallonne

Et en terminant :
De l’Ademe en France

Merci à vous toutes et à vous tous pour votre participation active et vos apports enrichissants.

Bon retour chez vous et dans vos foyers.

Je vous remercie de votre attention.
Annexe 3 : Liste des idées de projets, des besoins de renforcement de capacités et des projets retenus

Tableau 1 : Idées de projets du secteur Énergie / Industrie

<table>
<thead>
<tr>
<th>Pays</th>
<th>Nom du projet</th>
<th>Type de promoteur</th>
<th>Promoteur</th>
<th>Champ d'activités</th>
<th>Secteur d'activités</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Bénin</td>
<td>Amélioration de l'efficacité énergétique et contrôlé de la pollution de l'air en milieu urbain</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>Direction de l'Énergie en collaboration avec la direction de l'Environnement</td>
<td>Économie d'énergie</td>
<td>Transport</td>
</tr>
<tr>
<td>Bénin</td>
<td>Accroissement de l'efficacité des consommations de biomasse-énergie</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>Direction de l'environnement en collaboration avec l'ABE et la Direction de l'énergie</td>
<td>Économie d'énergie / Forsterie</td>
<td>Biomasse-énergie / Reboisement</td>
</tr>
<tr>
<td>Burundi</td>
<td>Amélioration des techniques de carbonisation</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>Département des forêts</td>
<td>Économie d'énergie</td>
<td>Carbonisation</td>
</tr>
<tr>
<td>Burundi</td>
<td>Electrification décentralisée par des systèmes photovoltaïques</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>Direction Générale de l'Eau et de l'Énergie</td>
<td>Energies renouvelables</td>
<td>Photovoltaïque</td>
</tr>
<tr>
<td>Burundi</td>
<td>Récupération et valorisation des déchets de sciage</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>Département des forêts</td>
<td>Industries forestières</td>
<td>Sciage</td>
</tr>
<tr>
<td>Congo</td>
<td>Electrification solaire hors réseau</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>Direction générale de l'Environnement</td>
<td>Énergie renouvelable</td>
<td>Photovoltaïque</td>
</tr>
<tr>
<td>Congo</td>
<td>Gestion et valorisation des déchets des scières industrielles</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>Direction Générale de l'Environnement</td>
<td>Énergie renouvelable</td>
<td>Sciences forestières</td>
</tr>
<tr>
<td>Congo</td>
<td>Récupération des gaz de torchères sur les plate-formes d'explotation pétrolières</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>Ministère de l'Industrie Minière et de l'Environnement</td>
<td>Valorisation énergétique</td>
<td>Secteur pétrolier</td>
</tr>
<tr>
<td>Côte d'Ivoire</td>
<td>Génération d’électricité et biogaz à partir du lisier de porcs</td>
<td>Organisation coopérative agricole</td>
<td>COOPFYCA – 3E</td>
<td>Substitution / Valorisation énergétiques</td>
<td>Déchets</td>
</tr>
<tr>
<td>Djibouti</td>
<td>Amélioration du transport en commun</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>Direction de l'Environnement (Bureau changement climatique)</td>
<td>Économie d'énergie</td>
<td>Transport</td>
</tr>
<tr>
<td>Djibouti</td>
<td>Production Electrique à partir de la Géothermie</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>Ministère de l’Energie, Électricité de Djibouti</td>
<td>Énergie renouvelable</td>
<td>Géothermie</td>
</tr>
<tr>
<td>Djibouti</td>
<td>Méthanisation</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>Direction de l'Environnement</td>
<td>Valorisation énergétique</td>
<td>Déchets</td>
</tr>
<tr>
<td>Djibouti</td>
<td>Compostage des déchets urbains</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>Direction de l'Environnement</td>
<td>Valorisation énergétique</td>
<td>Déchets</td>
</tr>
<tr>
<td>Haiti</td>
<td>Projet de construction du barrage international Dos Bocas</td>
<td>Agence gouvernementale</td>
<td>Bureau des Mines et de l’Energie</td>
<td>Energie</td>
<td>Hydraulique</td>
</tr>
<tr>
<td>Liban</td>
<td>Efficacité énergétique dans la construction</td>
<td>Gouvernemental et ONG</td>
<td>ADEME &amp; ALMEE</td>
<td>Économie d'énergie</td>
<td>Bâtiments</td>
</tr>
<tr>
<td>Madagascar</td>
<td>Installation de biodigesteurs</td>
<td>Gouvernemental et ONG</td>
<td>Ministère de l’environnement / KOLO</td>
<td>Valorisation énergétique / Forsterie</td>
<td>Déchets / Reboisement</td>
</tr>
<tr>
<td>Mali</td>
<td>Valorisation de la Plante Pourrière</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>CNESOLER</td>
<td>Substitution / Valorisation énergétiques</td>
<td>Biomasse</td>
</tr>
<tr>
<td>Mali</td>
<td>Carbonisation et Production de Briquettes de déchets végétaux</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>CNESOLER</td>
<td>Valorisation énergétique</td>
<td>Déchets</td>
</tr>
<tr>
<td>Maroc</td>
<td>Valorisation énergétique par biométhanisation des déchets solides de la ville de Marrakech</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>CDER</td>
<td>Valorisation énergétique</td>
<td>Déchets</td>
</tr>
<tr>
<td>Maroc</td>
<td>Valorisation énergétique par biométhanisation des déchets liquides d'Agadir</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>CDER</td>
<td>Valorisation énergétique</td>
<td>Déchets</td>
</tr>
<tr>
<td>Type de projet</td>
<td>Nom du projet</td>
<td>Pays</td>
<td>Présentateur</td>
<td>Type de promoteur</td>
<td>Champs d’activités</td>
</tr>
<tr>
<td>---------------</td>
<td>---------------</td>
<td>------</td>
<td>--------------</td>
<td>-------------------</td>
<td>-------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>Amélioration de la gestion des sols</td>
<td>Amélioration de la gestion des sols</td>
<td>Burundi</td>
<td>Gouvernement</td>
<td>Gouvernement</td>
<td>Agriculture, Energie et Événementage</td>
</tr>
<tr>
<td>Réhabilitation du système d’exploitation des mines</td>
<td>Réhabilitation des mines</td>
<td>Burundi</td>
<td>Gouvernement</td>
<td>Gouvernement</td>
<td>Agriculture, Energie et Événementage</td>
</tr>
<tr>
<td>Produit de la biomasse</td>
<td>Produit de la biomasse</td>
<td>Burundi</td>
<td>Gouvernement</td>
<td>Gouvernement</td>
<td>Agriculture, Energie et Événementage</td>
</tr>
<tr>
<td>Pollution des eaux</td>
<td>Pollution des eaux</td>
<td>Burundi</td>
<td>Gouvernement</td>
<td>Gouvernement</td>
<td>Agriculture, Energie et Événementage</td>
</tr>
<tr>
<td>Protection de la forêt</td>
<td>Protection de la forêt</td>
<td>Burundi</td>
<td>Gouvernement</td>
<td>Gouvernement</td>
<td>Agriculture, Energie et Événementage</td>
</tr>
<tr>
<td>Promotion des techniques de réduction des émissions de gaz à effet de serre</td>
<td>Promotion des techniques de réduction des émissions de gaz à effet de serre</td>
<td>Burundi</td>
<td>Gouvernement</td>
<td>Gouvernement</td>
<td>Agriculture, Energie et Événementage</td>
</tr>
<tr>
<td>Séparation du carbone par les plantes</td>
<td>Séparation du carbone par les plantes</td>
<td>Burundi</td>
<td>Gouvernement</td>
<td>Gouvernement</td>
<td>Agriculture, Energie et Événementage</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation et formation</td>
<td>Éducation et formation</td>
<td>Burundi</td>
<td>Gouvernement</td>
<td>Gouvernement</td>
<td>Agriculture, Energie et Événementage</td>
</tr>
<tr>
<td>Réhabilitation des sites de rejets de Minas</td>
<td>Réhabilitation des sites de rejets de Minas</td>
<td>Burundi</td>
<td>Gouvernement</td>
<td>Gouvernement</td>
<td>Agriculture, Energie et Événementage</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Tableau 2 : Idées de projets du secteur Utilisation des sols et Forêts**
<table>
<thead>
<tr>
<th>Pays</th>
<th>Nom du projet</th>
<th>Type de promoteur</th>
<th>Promoteur</th>
<th>Champ d'activités</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>République centrafricaine</td>
<td>Reboisement</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>Comité de Pilotage pour la Communication Initiale « Changement Climatique »</td>
<td>Forsterie</td>
</tr>
<tr>
<td>République démocratique du Congo</td>
<td>Reboisement sur des sites à rejets de la GECAMINES</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>Service National de Reboisement</td>
<td>Forsterie</td>
</tr>
<tr>
<td>Togo</td>
<td>Reboisement des Plateaux de Dayes</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>Projet PDF-B VOLTA</td>
<td>Forsterie</td>
</tr>
<tr>
<td>Togo</td>
<td>Projet d'aménagement durable des forêts de chêne liège</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>Direction générale des forêts, Ministère de l'Agriculture</td>
<td>Forsterie</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Tableau 3 : Idées de projets de Renforcement de capacités**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Pays</th>
<th>Nom du projet</th>
<th>Type de promoteur</th>
<th>Promoteur</th>
<th>Champ d'activités</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Bénin</td>
<td>Gestion de la zone côtière face à l'élévation du niveau de la mer</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>Direction de l'Environnement</td>
<td>Elevation du niveau de la mer</td>
</tr>
<tr>
<td>Bénin</td>
<td>Renforcement des capacités en matière d'observation du système climatique</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>Centre Béninois de la Recherche Scientifique et Technique en collaboration avec les Structures Nationales concernées</td>
<td>Système climatique</td>
</tr>
<tr>
<td>Congo</td>
<td>Renforcement des capacités sur la mise en œuvre du Protocole de Kyoto</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>Direction générale de l'Environnement</td>
<td>Protocole de Kyoto</td>
</tr>
<tr>
<td>Côte d'Ivoire</td>
<td>Renforcement des capacités sur la mise en œuvre du Protocole de Kyoto</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>Ministère de l'Environnement et du cadre de la vie</td>
<td>Protocole de Kyoto</td>
</tr>
<tr>
<td>Madagascar</td>
<td>Renforcement des capacités sur la mise en œuvre du Protocole de Kyoto</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>Ministère de l'Environnement</td>
<td>Protocole de Kyoto</td>
</tr>
<tr>
<td>République Centrafricaine</td>
<td>Renforcement des capacités sur la mise en œuvre du Protocole de Kyoto</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>Comité de Pilotage pour la communication Initiale</td>
<td>Protocole de Kyoto</td>
</tr>
<tr>
<td>République démocratique du Congo</td>
<td>Réhabilitation du réseau du système mondial d'observation du climat</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>METTELSAT (Agence Nationale de Météorologie et de Télédétection par Satellite)</td>
<td>Météorologie</td>
</tr>
<tr>
<td>République démocratique du Congo</td>
<td>Renforcement des capacités sur les inventaires et sur la mise en œuvre du Protocole de Kyoto</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>Direction des Etablissements Humains et de la Protection de l'Environnement, Service National de Reboisement</td>
<td>Protocole de Kyoto</td>
</tr>
<tr>
<td>Togo</td>
<td>Appui à la recherche et à la formation (Centre de Recherche sur les Technologies Endogènes et École Supérieure d’Agronomie de l’Université de Lomé)</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>Université de Lomé</td>
<td>Changements d’affectation des terres et forsterie</td>
</tr>
<tr>
<td>Pays</td>
<td>Nom du projet</td>
<td>Type de promoteur</td>
<td>Promoteur</td>
<td>Champ d’activités</td>
</tr>
<tr>
<td>------------</td>
<td>-------------------------------------------------------------------------------</td>
<td>---------------------------------</td>
<td>----------------------------------------------------------------------------</td>
<td>----------------------------------------------------------------------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>Bénin (*)</td>
<td>Accroissement de l’efficacité des consommations de biomasse-énergie</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>Direction de l’environnement - collaboration avec l’Agence Beninoise de l’Environnement et la Direction de l’énergie</td>
<td>Énergie domestique (biomasse-énergie) et Forsterie</td>
</tr>
<tr>
<td>Burundi</td>
<td>Diffusion à grande échelle des foyers améliorés en milieu rural et urbain</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>Direction Générale de l’Eau et de l’Énergie</td>
<td>Énergie domestique</td>
</tr>
<tr>
<td>Côte d’Ivoire</td>
<td>Développement d’entreprises de services éconergétiques (ESE) et réalisation</td>
<td>Gouvernemental et intergouvernemental</td>
<td>Ministère de l’Environnement et du Cadre de Vie (MECV) et Institut de l’énergie et de l’environnement de la Francophonie (IEPF)</td>
<td>Économie d’énergie; Gestion de la demande</td>
</tr>
<tr>
<td>Maroc</td>
<td>Parcs éoliens de Tarfaya et Tanger</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>Office National de l’Énergie</td>
<td>Énergie renouvelable (énergie éolienne)</td>
</tr>
<tr>
<td>Sénégal</td>
<td>PIER - Programme Intégré des énergies nouvelles et renouvelables en milieu rural par le secteur privé et les communautés de base</td>
<td>ONG</td>
<td>ASERA, Association Sénégalaise des Énergies Renouvelables et Alternatives.</td>
<td>Énergie renouvelable</td>
</tr>
<tr>
<td>Tunisie</td>
<td>Développement de l’énergie éolienne</td>
<td>Gouvernemental</td>
<td>Agence Nationale des Énergies Renouvelables (ANER)</td>
<td>Énergie renouvelable (énergie éolienne)</td>
</tr>
</tbody>
</table>

(*) En remplacement du projet en Haïti (manque de données)

Pour plus de détails sur ces projets, consulter le recueil de projets MDP sur le site internet de l’IEPF (www.iepf.org).
Annexe 4 : Fiche sommaire de projet et idée de projet MDP (vierge)

**Nom du Projet** : ..............................................................................................................................

**Pays** : ..............................................................................................................................................

1. **Promoteur**
   1.1 Nom de l’organisation\(^3\) : ........................................................................................................
   1.2 Type d’organisation (gouvernement, agence gouvernementale, compagnie privée, ONG) :
       ......................................................................................................................................................
   1.3 Adresse : ......................................................................................................................................
   1.4 Personne ressource : ......................................................................................................................
   1.5 Téléphone / télécopieur : ..............................................................................................................
   1.6 Courriel : ......................................................................................................................................
   1.7 Commanditaires du projet\(^4\) : ...................................................................................................

2. **Type de projet**
   2.1 Type d’activités (réduction / évitement / séquestration de CO\(_2\)) : ............................................
   2.2 Champs d’activité (énergie renouvelable / économie d’énergie / gestion de la demande /
       conversion de carburant / forsterie / transport / procédé industriel / agriculture/ gestion des
       déchets) : ........................................................................................................................................

3. **Emplacement du projet**
   3.1 Pays : ............................................................................................................................................
   3.2 Province - Ville : ............................................................................................................................
   3.3 Brève description de l’emplacement : ............................................................................................
       ......................................................................................................................................................

4. **Échéance prévue**
   4.1 Début du projet\(^5\) : ....................................................................................................................
   4.2 État d’avancement : (idée de projet / en discussion / en planification / en préparation) :
       ......................................................................................................................................................
   4.3 Temps requis avant de devenir opérationnel : ..............................................................................
   4.4 Durée de vie du projet : ...............................................................................................................

5. **Recherche de financement**
   5.1 Estimation du coût total (US$) du projet : .....................................................................................
   5.2 Financement recherché : ..............................................................................................................
   5.3 Financement à venir ou déjà identifié (montant et sources) : .....................................................

---

\(^3\) Indiquer l’organisme qui est ou qui pourrait être l’instigateur - promoteur du projet

\(^4\) Nommer tous les commanditaires (en appui à l’instigateur - promoteur) confirmés ou potentiels

\(^5\) Indiquer la date prévue de début du projet (date approximative dans le cas d’une idée de projet)
5.4 Brève description des autres sources de financement considérées :

6. SOMMAIRE TECHNIQUE DU PROJET
Joindre à cette fiche un bref paragraphe sur les points suivants :
6.1 Objectif(s) du projet:
6.2 Brève description du projet:
6.3 Est-ce que le projet affecte des installations déjà existantes dans le pays :
6.4 Comment le projet répond-il aux besoins du pays:
6.5 Technologie considérée (où la technologie est-elle déjà utilisée):

7. BÉNÉFICES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX ATTENDUS
Joindre à cette fiche un bref paragraphe sur les points suivants :
7.1 Évaluation de la réduction, de l’évitement ou de la séquestration de gaz à effet de serre (en tonne métrique équivalente - fournir le détail du calcul6):
   7.1.1 avant 2008 :
   7.1.2 durant la période de 2008-2012 :
   7.1.3 durant la vie du projet :
7.2 Scénario de référence (décrire ce qui se produirait en l’absence du projet, y.c. les alternatives au projet):
7.3 Bénéfices globaux et locaux attendus sur l’environnement et pour le pays en général :
7.4 Amélioration de la qualité de vie, de la stabilité du point de vue de l’alimentation, de la génération d’emplois ou de revenus.
7.5 Pertinence par rapport aux priorités socio-économiques et environnementales du pays :

8. BESOINS DU PAYS
En moins d’une page, indiquer quels sont les besoins (renforcement des capacités, financement, promoteurs - commanditaires, …) du pays pour assurer la réalisation de ce projet.

9. INFORMATIONS SUR LE RÉPONDANT AVANT REMPLI CETTE FICHE
9.1 Nom complet: ..................................................
9.2 Téléphone - télécopieur: ..................................................
9.3 Courriel: ..............................................................

Date et version de cette fiche: .................................. ............

-----

6 10 tonnes de CO₂ équivalent à environ 3 tonnes de carbone
Annexe 5 : Fiche sommaire de projet MDP (exemple complété)

**Nom du projet:** Valorisation énergétique des résidus de la production de Tequila, Tequila Herradura S.A. de C.V.

**Pays:** Mexique

1. **Promoteur**

1.1 **Nom de l'organisation:** Tequila Herradura S.A. de C.V. et Groupe Genivar-Enerkem-EEC

1.2 **Type d'organisation** (gouvernement, agence gouvernementale, compagnie privée, ONG): Regroupement de compagnies privées: Tequila Herradura S.A. de C.V. (partenaire industriel local), Groupe Conseil Génivar inc. (gestion de projet), Enerkem Technologies inc.(développement de technologie), Environnement Énergie Consultants (conseil en MDP)

1.3 **Adresse:** 5858 Chemin Côte-des-Neiges, Montréal (Qc), H3S 1Z1

1.4 **Personnes ressources:** Pierre Roy (Génivar) / Maryse Labriet (EEC)

1.5 **Téléphone / télécopieur:** P. Roy: (514) 340-0046 - (514) 340-1337

M. Labriet: (514) 340-6053 poste 6033 – (514) 340-5665

1.6 **Courriel:** proy@genivar.com / labriet.maryse@uqam.ca

1.7 **Commanditaires du projet:** ——

2. **Type de projet**

2.1 **Type d'activités** (réduction / évitement / séquestration de CO₂): Réduction + évitement

2.2 **Champs d'activité** (énergie renouvelable / économie d'énergie / gestion de la demande / conversion de carburant / forsterie / transport / procédé industriel / agriculture/ gestion des déchets): Bioénergie – Gestion des déchets

3. **Emplacement du projet**

3.1 **Pays:** Mexique

3.2 **Province - Ville:** Guadalajara, Estado De Jalisco

3.3 **Brève description de l'emplacement:** Vallée de Amatitán dédiée à la production d'agave, précurseur de la Tequila.

4. **Échéance prévue**


4.2 **État d'avancement:** (idée de projet / en discussion / en planification / en préparation): Étude de préfaisabilité en cours

4.3 **Temps requis avant de devenir opérationnel:** 22 mois

4.4 **Durée de vie du projet:** 25 ans

5. **Recherche de financement**

5.1 **Estimation du coût total (US$) du projet:** 5 200 000 $ U.S.

5.2 **Financement recherché:** 3 200 000 $ U.S.

5.3 **Financement à venir ou déjà identifié (montant et sources):** Avoir propre : 2 000 000 $ U.S. / Banques privées : 3 200 000 $ U.S.

5.4 **Brève description des autres sources de financement considérées:** ——
6. Sommaire technique du projet

6.1 Objectif(s) du projet: Réduction des coûts énergétiques de Tequila Herradura et élimination des impacts environnementaux associés à la disposition des résidus (bagasse) de la production de Tequila, par la valorisation énergétique des résidus.

6.2 Brève description du projet: Tequila Herradura est une entreprise mexicaine qui produit de la Tequila, produite à 100% à partir d’agave. Les résidus organiques (bagasse) générés sont actuellement stockés sur des terrains avoisinants. Consciente de ses problèmes de gestion des déchets (risque de contamination de la nappe phréatique, risque de taxe future sur les déchets), l’entreprise étudie la faisabilité de la valorisation énergétique de ses déchets organiques. En plus de promouvoir une gestion intégrée des déchets, cette solution permettra la production de gaz synthétique, qui réduira la consommation de fuel lourd (n°6) utilisé pour la production de vapeur par le client (et qui pourra éventuellement, dans le futur, servir à produire de l’électricité pour le marché local). La réduction d’émissions de gaz à effet de serre découlant de ce projet provient de la réduction de consommation énergétique par l’industrie et de la réduction d’émissions de méthane liées à la décomposition organique de la bagasse.

6.3 Est-ce que le projet affecte des installations déjà existantes dans le pays: Des installations existantes sont affectées par le projet. En plus de l’ajout des installations de valorisation énergétique de la bagasse (procédé Biosyn™), des chaudières seront modifiées pour brûler le gaz produit à partir de la gazéification de la bagasse et, éventuellement, des turbines — génératrices au gaz seront installées pour la production d’électricité.

6.4 Comment le projet répond-il aux besoins du pays: Le projet permet de résoudre un problème de gestion de déchets organiques, tout en augmentant l’autonomie énergétique de l’industrie et de la région concernées et en contribuant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il est à noter que l’autonomie énergétique de l’État de Jalisco est l’un des objectifs du gouvernement. Par ailleurs, des développements à d’autres industries, ainsi que la production d’électricité pour la vente sur le marché local, constituent d’autres retombées potentielles du projet.

6.5 Technologie considérée (ou la technologie est-elle déjà utilisée): Biosyn™, technologie de gazéification brevetée par Enerkem Technologies, Sherbrooke, Canada (production de gaz synthétique par réacteur à lit fluidisé pour la gazéification de matière organique). Des usines sont en construction en Espagne et au Québec (mise en service prévue en 2001).

7. Bénéfices environnementaux et sociaux attendus

7.1 Évaluation de la réduction, de l’évitement ou de la séquestration de gaz à effet de serre (en tonne métrique équivalente - fournir le détail du calcul):

- 7.5.1 avant 2008 : 113.2 à 154.1 kt C (415.2 à 565.2 kt CO₂-éq)
- 7.5.2 durant la période de 2008-2012 : 94.4 à 128.5 kt C (346.0 à 471.0 kt CO₂-éq)
- 7.5.3 durant la vie du projet : 0.47 à 0.64 Mt C (1.73 à 2.36 Mt CO₂-éq)

Remarques méthodologiques :
- Réduction des émissions de CO₂ : remplacement de la consommation de fuel lourd par la consommation de bioénergie (émissions nulles);
- Réduction des émissions de CH₄ : méthode IPCC;

7 10 tonnes de CO₂ équivalent à environ 3 tonnes de carbone.
hypothèses de calcul (les valeurs qui suivent seront précisées aux fins de calcul exact des émissions de carbone réduites ou évitées):
- 58 000 t/an de déchets (constant);
- site non contrôlé et non profond;
- deux scénarios pour la réduction de CH4 : scénarios hauts et bas, relatifs à
  la valeur de carbone organique dégradable des résidus;
- seulement le remplacement du fuel lourd (par le gaz synthétique (pas de
  production d’électricité);
- remplacement de la consommation de 260 TJ/an de fuel lourd (émettant 74
  t CO2 / TJ);
- durée de vie du projet de 25 ans.

7.6 Scénario de référence :
Consommation de fuel lourd n°6 (approche par projet) sur toute la durée de vie du
projet.
Dans le cas où la production d’électricité pour le marché local est envisagée, le scénario
de référence devra être élargi.

7.7 Bénéfices globaux et locaux attendus sur l’environnement et pour le pays en
général :
- Diminution de la dépendance énergétique de Tequila Herradura et, par le même fait,
de l’état de Jalisco;
- Diminution des coûts énergétiques de Tequila Herradura;
- Stabilité des coûts d’approvisionnement énergétique;
- Amélioration de la qualité de l’environnement (élimination du site de déchargement
  actuel de la bagasse).

7.8 Amélioration de la qualité de vie, de la stabilité du point de vue de l’alimentation,
de la génération d’emplois ou de revenus.
- Création d’emplois directs : 5 à 7 opérateurs (l’évaluation préliminaire du projet a
  permis de constater la qualité de la main-d’œuvre locale pour l’opération d’une
  usine de gazéification).
- Création d’emplois indirects : Amélioration de la rentabilité et donc du dynamisme
  économique à long terme des activités de Tequila Herradura.

7.9 Pertinence par rapport aux priorités socio-économiques et environnementales du
pays :
- Autonomie énergétique de l’état de Jalisco;
- Gestion des déchets / Qualité de l’environnement;
- Contribution à l’effort mondial de réduction des GES.

8. Besoins du pays
Le Mexique a témoigné de sa volonté de contribuer à l’effort mondial de lutte contre les
changements climatiques en ratifiant le Protocole de Kyoto en septembre 2000. Il a par ailleurs
accueilli plusieurs projets-pilotes d’application conjointe, dont le projet ILUMEX de promotion de
l’éclairage efficace. Par ailleurs, sous la coordination de l’Institut National d’Écologie, le
gouvernement du Mexique a mis en place un Comité Intersectoriel en vue de préparer un Plan
National d’Action sur les Changements Climatiques (Secretarias de Medio Ambiente, Recursos
Naturales y Pesca / de Energía / de Relaciones Exteriores / de Comercio y Fomento Industrial /
de Agricultura, Ganadería y Desarrollo Rural / de Comunicaciones y Transportes / de Desarrollo
Social). Ainsi, le Mexique dispose donc d’un bon niveau de compréhension des enjeux et des
exigences liés aux changements climatiques et plus spécifiquement, aux projets de
développement propre.
Toutefois, plusieurs questions méritent encore des approfondissements ou renforcements, notamment en matière de :

- Définition méthodologique des lignes de base et des réductions d'émissions;
- Processus d'accréditation (contrôle, certification, vérification);
- Structures institutionnelles (création et opération officielles d'un bureau MDP);
- Allègement des processus administratifs des banques mexicaines;
- Sensibilisation sur l'importance des contrôles environnementaux pour éviter la disposition illégale des résidus organiques des industries agroalimentaires localisées hors des centres urbains.

9. **INFORMATIONS SUR LE RÉPONDANT AYANT REMPLI CETTE FICHE**

9.1 Nom complet: Maryse Labriet et Pierre Roy
9.2 Téléphone - télécopieur: M. Labriet : (514) 340-6053 poste 6033 – (514) 340-5665
   P. Roy : (514) 340-0046 - (514) 340-1337
9.3 Courriel: labriet.maryse@uqam.ca / proy@genivar.com

Date et version de cette fiche: 15/03/2001
<table>
<thead>
<tr>
<th>Nom et Prénom</th>
<th>Organisme</th>
<th>Adresse</th>
<th>Téléphone</th>
<th>Télécopieur et Adresse Internet</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Diabaté, Sory Ibrahim</td>
<td>IEFP</td>
<td>56, rue Saint-Pierre, 3ème étage, Québec (Québec) G1K 4A1</td>
<td>418 692-5727</td>
<td><a href="mailto:s.diahate@iefp.org">s.diahate@iefp.org</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Bonfils, Sibi</td>
<td>IEFP</td>
<td>56, rue Saint-Pierre, 3ème étage, Québec (Québec) G1K 4A1</td>
<td>418 692-5727</td>
<td><a href="mailto:sibi.bonfils@iefp.org">sibi.bonfils@iefp.org</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Benessairou, El Habib</td>
<td>IEFP</td>
<td>56, rue Saint-Pierre, 3ème étage, Québec (Québec) G1K 4A1</td>
<td>418 692-5727</td>
<td><a href="mailto:sibi.bonfils@iefp.org">sibi.bonfils@iefp.org</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Dalhia, Pantice</td>
<td>IEFP</td>
<td>56, rue Saint-Pierre, 3ème étage, Québec (Québec) G1K 4A1</td>
<td>418 692-5727</td>
<td><a href="mailto:sibi.bonfils@iefp.org">sibi.bonfils@iefp.org</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Gilbert, Sandrine</td>
<td>IEFP</td>
<td>56, rue Saint-Pierre, 3ème étage, Québec (Québec) G1K 4A1</td>
<td>418 692-5727</td>
<td><a href="mailto:sibi.bonfils@iefp.org">sibi.bonfils@iefp.org</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Chouinard, Nicole</td>
<td>IEFP</td>
<td>56, rue Saint-Pierre, 3ème étage, Québec (Québec) G1K 4A1</td>
<td>418 692-5727</td>
<td><a href="mailto:sibi.bonfils@iefp.org">sibi.bonfils@iefp.org</a></td>
</tr>
<tr>
<td>N'Goutoum, Jean-Pierre</td>
<td>IEFP</td>
<td>56, rue Saint-Pierre, 3ème étage, Québec (Québec) G1K 4A1</td>
<td>418 692-5727</td>
<td><a href="mailto:sibi.bonfils@iefp.org">sibi.bonfils@iefp.org</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Kono, Diboungué</td>
<td>IEFP</td>
<td>56, rue Saint-Pierre, 3ème étage, Québec (Québec) G1K 4A1</td>
<td>418 692-5727</td>
<td><a href="mailto:sibi.bonfils@iefp.org">sibi.bonfils@iefp.org</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Bendjallal, Boufiedja</td>
<td>IEFP</td>
<td>56, rue Saint-Pierre, 3ème étage, Québec (Québec) G1K 4A1</td>
<td>418 692-5727</td>
<td><a href="mailto:sibi.bonfils@iefp.org">sibi.bonfils@iefp.org</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Grass-Ramalingum, Carole</td>
<td>IEFP</td>
<td>56, rue Saint-Pierre, 3ème étage, Québec (Québec) G1K 4A1</td>
<td>418 692-5727</td>
<td><a href="mailto:sibi.bonfils@iefp.org">sibi.bonfils@iefp.org</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Nom et Prénom</td>
<td>Organisme Adresse</td>
<td>Téléphone</td>
<td>Télécopieur et Adresse internet</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>-----------------------</td>
<td>----------------------------</td>
<td>---------------</td>
<td>---------------------------------</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Nadeau, Nicole</td>
<td>IEPF</td>
<td>418 692-5727</td>
<td><a href="mailto:s.diabate@iepf.org">s.diabate@iepf.org</a></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>QUÉBEC</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>56, rue Saint-Pierre, 3er étage, Québec (Québec) G1K 4A1</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dallaire, Johanne</td>
<td>IEPF</td>
<td>418 692-5727</td>
<td><a href="mailto:s.diabate@iepf.org">s.diabate@iepf.org</a></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>QUÉBEC</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>56, rue Saint-Pierre, 3er étage, Québec (Québec) G1K 4A1</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Schmidt Kai Uwe</td>
<td>UNFCCC</td>
<td>49 228 815 10 00</td>
<td><a href="mailto:secretariat@unfccc.de">secretariat@unfccc.de</a></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>ALLEMAGNE</td>
<td></td>
<td><a href="mailto:KSchmidt@unfccc.int">KSchmidt@unfccc.int</a></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Haus Carstanjen</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Martin-Luther-King,Strasse 8, Bonn</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>75737 Cedex 15</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Van Raemdonck, Madeleine</td>
<td>BELGIQUE</td>
<td>32 81 33 51 84</td>
<td><a href="mailto:St.Cools@mrw.wallonie.be">St.Cools@mrw.wallonie.be</a></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Avenue Marie-Louise, Waterloo,1410</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Cools, Stéphane</td>
<td>Ministère de la région wallonne</td>
<td>32 81 33 51 22</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>BELGIQUE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Avenue Prince de Liège 15,Jambes (Namur), B-5100</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Deschamps, Anne</td>
<td>Ministère de la région wallonne</td>
<td>32 2 42 18 769</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>BELGIQUE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>2, Place Saintelette, Bruxelles 1180</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Gbaguidi, Ludolphe</td>
<td>Ministère de l'Environne- ment, de l'Habitat et de l'Urbanisme</td>
<td>229 31 48 39</td>
<td>229 31 50 81</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>BÉNIN</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>BP 01 3621,Cotonou</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Acacha Akoha, Jeanne Josette</td>
<td>Ministère de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme</td>
<td>229 31 48 39</td>
<td>229 31 50 81</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>BÉNIN</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>BP 01 3621,Cotonou</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Karadjova, Nona</td>
<td>Ministère de l'Environnement et de l'Eau</td>
<td>359-2 98822577</td>
<td><a href="mailto:karadjovana@mocw.govermb">karadjovana@mocw.govermb</a></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>BULGARIE</td>
<td>359-2 940 6259</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>67, rue William Gladstone, Sofia</td>
<td>359-2 9862533</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Valtchanova, Lily</td>
<td>Ministère de l'Environne- ment et de l'Eau</td>
<td>359-2 9882577</td>
<td><a href="mailto:valtchanovana@mocw.govermb">valtchanovana@mocw.govermb</a></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>BULGARIE</td>
<td>359-2 9406384</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>67, rue William Gladstone, Sofia</td>
<td>359-2 9862533</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Honadia, Mamadou</td>
<td>Ministère de l'Environne- ment et de l'Eau</td>
<td>226 32 40 94</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>BURKINA-FASO</td>
<td>226 31 84 71</td>
<td><a href="mailto:honadia@fasonet.bf">honadia@fasonet.bf</a></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>03 BP 7044, Ouagadougou 03</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Nom et Prénom</td>
<td>Organisme Adresse</td>
<td>Téléphone</td>
<td>Télécopieur et Adresse internet</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>-----------------------</td>
<td>-----------------------------------------------------------------------------------</td>
<td>--------------------</td>
<td>---------------------------------</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Tou, Seydou</td>
<td>Chambre de commerce, d'industrie et d'artisanat BURKINA-FASO Ougadougou</td>
<td>226 30 61 14/15</td>
<td>226 30 61 16</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td><a href="mailto:honadia@fasonet.bf">honadia@fasonet.bf</a></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Nderagakura, Ferninand</td>
<td>Ministère de l'Environnement du Territoire et de l'Environnement BURUNDI BP 631, Bujumbura</td>
<td>257 22 49 79</td>
<td>257 22 89 02</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td><a href="mailto:nderagakura@hotmail.com">nderagakura@hotmail.com</a></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Ung, Seng</td>
<td>Ministère de l'Environnement CAMBODGE 48 Samdech Preach Sihanouk, Tonle Bassac, Chamkarmon, Phnom Penh</td>
<td>855 23 213 908</td>
<td>855 23 215 925</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>855 16 882 629</td>
<td>855 23 212 540</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td><a href="mailto:moe-cabinet@camnet.com.kh">moe-cabinet@camnet.com.kh</a></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Meng, Savuth</td>
<td>Ministère de l'Environnement CAMBODGE 48 Samdech Preach Sihanouk, Tonle Bassac, Chamkarmon, Phnom Penh</td>
<td>855 23 213 908</td>
<td>855 23 215 925</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>855 16 882 629</td>
<td>855 23 212 540</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td><a href="mailto:moe-cabinet@camnet.com.kh">moe-cabinet@camnet.com.kh</a></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Hounbedji, Fernande</td>
<td>Ambassade du Bénin CANADA 58, Avenue Glebe, Ottawa (Ontario) K1S 2C3</td>
<td>613 233-4429</td>
<td>613 233-8952</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>613 233-4868</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>613 233 5273</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Pape-Salmon, Andrew</td>
<td>Institut Pembina CANADA Vancouver, Colombie-Britannique</td>
<td>604 904-8568</td>
<td>604 904-8578</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td><a href="mailto:andrewwp@pembina.org">andrewwp@pembina.org</a></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Langlois, Pierre</td>
<td>Éconoler CANADA-QUÉBEC 160, rue Saint-Paul, Bureau 200 Québec (Québec) G1K 3W1</td>
<td>418 692-2592</td>
<td>418 692-4899</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td><a href="mailto:planglois@econolerint.com">planglois@econolerint.com</a></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Labriet, Maryse</td>
<td>Environnement Energie Consultants CANADA-QUÉBEC 5860, rue Waverly Montréal (Québec) H2T 2Y3</td>
<td>514 340-6053 # 6033</td>
<td>514 340-5665</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td><a href="mailto:labriet.maryse@uqam.ca">labriet.maryse@uqam.ca</a></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Bouchard, Michel A.</td>
<td>Secrétariat de l'IAIA CANADA-QUÉBEC 380, rue Saint-Antoine Ouest, Bureau 3200 Montréal (Québec) H2Y 3X7</td>
<td>514 288-2663</td>
<td>514 987-1567</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td><a href="mailto:michel.a.bouchard@aili.org">michel.a.bouchard@aili.org</a></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Giroux, Pierre</td>
<td>Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international CANADA-QUÉBEC 125, Promenade Sussex, Ottawa (Ontario) K1A 0G2</td>
<td>613 944-4000</td>
<td>613 995-4949</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Nom et Prénom</td>
<td>Organisme Adresse</td>
<td>Téléphone</td>
<td>Télécopieur et Adresse internet</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>----------------------</td>
<td>-----------------------------------------------------------</td>
<td>--------------</td>
<td>--------------------------------</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Brazeau, Michel</td>
<td>Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international CANADA 125, Promenade Sussex, Ottawa (Ontario) K1A 0G2</td>
<td>613 944-4000</td>
<td>613 995-4949</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Vaillancourt, Louis</td>
<td>Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international CANADA 125, Promenade Sussex, Ottawa (Ontario) K1A 0G2</td>
<td>613 944-4000</td>
<td>613 995-4949</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Ferguson, Ted</td>
<td>Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international CANADA 125, Promenade Sussex, Ottawa (Ontario) K1A 0G2</td>
<td>613 944-4000</td>
<td>613 995-4949</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Lemieux, Marc</td>
<td>Gaz Métropolitain CANADA-QUÉBEC 1717, rue du Havre, Montréal (Québec) H2K 2X3</td>
<td>514 598-3444</td>
<td>514 598-3198</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Wigley, Georgina</td>
<td>ACDI CANADA-QUÉBEC 200, Promenade du Portage, Hull (Québec) K1A 0G4</td>
<td>819 953 38 72</td>
<td>819 953-52-29 <a href="mailto:georgina_wigley@acdi-cida.gc.ca">georgina_wigley@acdi-cida.gc.ca</a></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Legault, Richard</td>
<td>Hélimax Énergie CANADA-QUÉBEC 5215, rue Berri, Bureau 300, Montréal (Québec) H2J 2S4</td>
<td>514 272-2175 poste 204</td>
<td>514 272-0410 <a href="mailto:legaultr@helimax.com">legaultr@helimax.com</a></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Robert, Louis</td>
<td>Hélimax Énergie CANADA-QUÉBEC 5215, rue Berri, Bureau 300, Montréal (Québec) H2J 2S4</td>
<td>514 272-2175 poste 205</td>
<td>514 272-0410 <a href="mailto:robertl@helimax.com">robertl@helimax.com</a></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Gnapelet, Lambert</td>
<td>Ministère de l’Environnement, des Eaux, des Forêts, de la Chasse et de la Pêche CENTRAFRIQUE Bangui</td>
<td></td>
<td>236 61 80 44</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Finouba, Alfred Guiani Ariel</td>
<td>Ministère de l’Environnement, des Eaux, des Forêts, de la Chasse et de la Pêche CENTRAFRIQUE Bangui</td>
<td></td>
<td>236 61 80 44</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Hamadi, Youssouf</td>
<td>Ministère de la Production et de l’Environnement COMORES Moroni</td>
<td>269 74 46 30</td>
<td>269 74 46 32</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>269 74 46 31</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>269 74 46 37</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dossar, Mohamed Bacar</td>
<td>Ministère de la Production et de l’Environnement COMORES Moroni</td>
<td>269 74 46 30</td>
<td>269 74 46 32</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>269 74 46 31</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>269 74 46 37</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Nom et Prénom</td>
<td>Organisme Adresse</td>
<td>Téléphone</td>
<td>Télécopieur et Adresse internet</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>------------------------</td>
<td>--------------------------------------------------</td>
<td>-----------------</td>
<td>---------------------------------</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dianzinga, Isidore</td>
<td>Ministère de l'Industrie minière et de l'Environnement CONGO (République du) Brazzaville</td>
<td>242 81 02 91</td>
<td><a href="mailto:gescongo@hotmail.com">gescongo@hotmail.com</a></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Mbouyou, Pierre</td>
<td>Ministère de l'Industrie minière et de l'Environnement CONGO (République du) Brazzaville</td>
<td>242 81 02 91</td>
<td><a href="mailto:gescongo@hotmail.com">gescongo@hotmail.com</a></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Bigot, Mamadou</td>
<td>Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de la Forêt CÔTE D'IVOIRE 20 PB 650, Abidjan 20</td>
<td>225 20 21 40 71  225 07 82 60 89</td>
<td>225 22 44 39 01</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Ahossane, Kadio</td>
<td>Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de la Forêt CÔTE D'IVOIRE PB V 148, Abidjan</td>
<td>225 22 44 39 01  225 07 08 96 31</td>
<td>225 22 44 39 01</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>N'Guessan, M'Gbra</td>
<td>Econoler International CÔTE D'IVOIRE 5 Bd Carde, Plateau 08, BP 1348, Abidjan 08</td>
<td>225 20 43 82 47  225 07 85 35 15 (cell.)</td>
<td>225 22 43 79 08</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Hassan, Moussa Ahmed</td>
<td>Direction de l'aménagement du territoire et de l'Environnement DJIBOUTI Djibouti</td>
<td>253 35 10 20   253 35 10 97</td>
<td><a href="mailto:metade@intnet.dj">metade@intnet.dj</a></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Douhoul, Mohamed Ahmed</td>
<td>Direction de l'aménagement du territoire et de l'Environnement DJIBOUTI Djibouti</td>
<td>253 35 10 20   253 35 10 97</td>
<td><a href="mailto:metade@intnet.dj">metade@intnet.dj</a></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Annie Roncerel</td>
<td>IT Power Us Office ÉTATS-UNIS 15-01 Jordan Court, Bayside, 11360</td>
<td>718 352 88 58</td>
<td>718 352 88 58</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>De Freitas, Colleen</td>
<td>Banque mondiale ÉTATS-UNIS 1818 H. Street NW, Washington 20013</td>
<td>202-473 4283</td>
<td>202 473 5123</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Lallement, Dominique</td>
<td>Banque mondiale ÉTATS-UNIS 1818 H. Street NW, Washington 20013</td>
<td>202 477 1234</td>
<td>202 676 0858</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Bosquet, Benoit</td>
<td>Banque mondiale ÉTATS-UNIS 1818 H. Street NW, Washington 20013</td>
<td>202 477 1234</td>
<td>202 676 0858</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Klein, Bernard</td>
<td>FRANCE 16, rue de la Vega, Paris 75092</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Nom et Prénom</td>
<td>Organisme Adresse</td>
<td>Téléphone</td>
<td>Télécopieur et Adresse internet</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>------------------------</td>
<td>------------------------------------------------------------------------------------</td>
<td>------------</td>
<td>--------------------------------</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Campana, Dominique</td>
<td>ADEME FRANCE 27, rue Louis Vicat, Paris, 75737 Cedex 15</td>
<td>01 47 65 20 07</td>
<td>01 47 65 22 29</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Hamelin, Michel</td>
<td>ADEME FRANCE 27, rue Louis Vicat, Paris, 75737 Cedex 15</td>
<td>01 47 65 20 07</td>
<td>01 47 65 22 29</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
| Riedacker, Arthur      | Mission interministérielle de l'effet de serre FRANCE 35, rue Saint Dominique, Paris 75000 | 33 1 42 75 77 70 33 1 42 75 87 14 | 33 1 47 53 76 34  
|                        |                                                                                    |            | ariedacker@mies.pm.gouv.fr     |
| De Gouvello, Christophe | CIRED FRANCE 45 Bis Avenue de la Belle Gabrielle, Jardin Tropical Nogent sur Marne 94736 | 33 1 43 94 73 63 | 33 1 43 94 73 70  
|                        |                                                                                    |            | gouvello@centre-cired.fr      |
| Cuingnet, Christian    | FRANCE                                                                             |            | environnement.bionis@free.fr  |
| Lassení Duboise, Serge | Ministère de l'Économie, des Finances et de la Privatisation GABONA BP 13268, Libreville | 241 77 89 30 # 35123 241 77 23 75 rés. 241 24 50 42 port | 241 76 59 74  
|                        |                                                                                    |            | duboze.serge@inet.ga         |
| Camara, Touré Idiatou  | Ministère des Mines, de la Géologie et de l'Environnement GUINÉE Direction nationale de l'envi ronnement, BP 3118 Conakry | 224 45 16 71 | 224 45 15 89                  |
|                        |                                                                                    |            | climat-guinee@mirinet.net.gn  |
| Traoré, Ahmed Faya     | Ministère des Mines, de la Géologie et de l'Environnement GUINÉE Direction nationale de l'envi ronnement, BP 3118 Conakry | 224 45 16 71 | 224 45 15 89                  |
|                        |                                                                                    |            | climat-guinee@mirinet.net.gn  |
| M'Boss, Augusto        | Ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement GUINÉE-BISSAU Cabineto do Ministro, Bissau | 245 22 19 25 | 245 20 17 53  
|                        |                                                                                    |            | 245 20 10 19 245 22 31 49      |
| Da Silva, Alzirão Adriano | Ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement GUINÉE-BISSAU Cabineto do Ministro, Bissau | 245 22 19 25 | 245 20 17 53  
|                        |                                                                                    |            | 245 20 10 19 245 22 31 49      |
| Saint-Jean, Wilfrid    | Ministère de l'Environnement HAÏTI 181, Haut Turgeon, Port-au-Prince              | 509 245 06 35 509 245 93 09 509 245 05 04 | 509 245 73 60 509 46 24 59 / 509 45 73 60  
<p>|                        |                                                                                    |            | <a href="mailto:wssaintjean@hotmail.com">wssaintjean@hotmail.com</a>        |
| Moïse, Jean-Pierre     | Ministère de l'Environnement HAÏTI 181, Haut Turgeon, Port-au-Prince              | 509 245 06 35 509 245 93 09 509 245 05 04 | 509 245 73 60                  |
|                        |                                                                                    |            | <a href="mailto:moise.jp8@hotmail.com">moise.jp8@hotmail.com</a>         |</p>
<table>
<thead>
<tr>
<th>Nom et Prénom</th>
<th>Organisme Adresse</th>
<th>Téléphone</th>
<th>Télécopieur et Adresse internet</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Vichit, Soukata</td>
<td>Agence pour la science, la technologie et l'environnement LAOS BP 2279, Vientiane</td>
<td>856 21 21 34 70</td>
<td>856 21 21 34 72</td>
</tr>
<tr>
<td>Khammounheuang, Khampadith</td>
<td>Agence pour la science, la technologie et l'environnement LAOS BP 2279, Vientiane</td>
<td>856 21 21 34 70</td>
<td>856 21 21 34 72</td>
</tr>
<tr>
<td>Nasreddine, Rola</td>
<td>Ministère de l'Environnement LIBAN Antelias</td>
<td>96 1 452 22 22</td>
<td>96 1 452 45 55</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>96 1 3 762 431</td>
<td>96 1 452 50 80</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>96 1 55 68 31</td>
<td>96 1 1 55 68 32</td>
</tr>
<tr>
<td>Khoury, Nancy</td>
<td>Ministère de l'Environnement LIBAN BP 70 –1091, Antelias</td>
<td>96 1 452 22 22</td>
<td>96 1 452 50 80</td>
</tr>
<tr>
<td>Rafomamanana, Georges</td>
<td>Ministère de l'Environnement MADAGASCAR BP 571, Antananarivo 101</td>
<td>261 20 22 409 08</td>
<td>261 20 22 419 19</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td><a href="mailto:minenv@ds.mg">minenv@ds.mg</a></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Randriasandratanana, Germain</td>
<td>Ministère de l'Environnement MADAGASCAR BP 571, Antananarivo 101</td>
<td>261 20 22 409 08</td>
<td>261 20 22 419 19</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td><a href="mailto:minenv@ds.mg">minenv@ds.mg</a></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Konate, Mama</td>
<td>Ministère de l'Équipement, de l’Aménagement du territoire, de l'Environnement et de l’Urbanisme MALI Bamako</td>
<td>223 23 63 44</td>
<td>223 22 34 34</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>223 23 16 18</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dembélé, Sidiki</td>
<td>Ministère de l'Équipement, de l’Aménagement du territoire, de l'Environnement et de l’Urbanisme MALI Bamako</td>
<td>223 23 63 44</td>
<td>223 22 34 34</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>223 23 16 18</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td><a href="mailto:stp@ceflib.com">stp@ceflib.com</a></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Chafil, Rajae</td>
<td>Ministère de l'Aménagement du territoire, de l’Environnement, de l’Urbanisme et de l’Habitat MAROC Secrétariat d’État à l’Environnement, 36, avenue Al Abtal-Agdal, Rabat</td>
<td>212 37 68 10 02</td>
<td>212 37 77 68 75</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>212 37 36 65 56 74 (cell.)</td>
<td>212 37 77 76 97</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>212 37 77 26 58</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Abdelhaq, Amahrouche</td>
<td>Centre national de développement en énergie renouvelable (CDER) MAROC Rue El Machaar El Haram, Quartier Issil, BP 509, Guéliz, Marrakech 20 000</td>
<td>212 44 30 98 14</td>
<td>212 44 30 97 95</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>212 44 30 98 22</td>
<td>212 44 30 98 22</td>
</tr>
<tr>
<td>Nom et Prénom</td>
<td>Organisme Adressse</td>
<td>Téléphone</td>
<td>Télécopieur et Adresse internet</td>
</tr>
<tr>
<td>----------------------------</td>
<td>-----------------------------------------------------------------------------------</td>
<td>-------------------</td>
<td>-----------------------------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>Bunjun, Raj Kishore</td>
<td>Ministère de l'Environnement MAURICE Port Louis</td>
<td>230 686 10 31/32</td>
<td>230 686 10 33 <a href="mailto:adenv@itnet.mu">adenv@itnet.mu</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Fall, Baye</td>
<td>Ministère du Développement rural et de l'Environnement MAURITANIE BP 170, Nouakchott</td>
<td>222 25 91 83</td>
<td>222 25 07 41 / 222 29 42 42 <a href="mailto:selme@yahoo.fr">selme@yahoo.fr</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Ould Selme, Mohamed Adellahi</td>
<td>DEAR MARITANIE BP 170, Nouakchott</td>
<td>25 91 83</td>
<td>25 07 41 <a href="mailto:selme@yahoo.fr">selme@yahoo.fr</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Saley, Hassane</td>
<td>Secrétariat exécutif du Conseil national de l'environnement pour un développement durable NIGER, BP 10193, Niamey</td>
<td>227 72 25 59</td>
<td>227 72 29 81 <a href="mailto:bioesneddi@intnet.ne">bioesneddi@intnet.ne</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Issa Lélé, Mohamadou</td>
<td>Ministère de l'Équipement NIGER, Niamey</td>
<td>227 72 25 59</td>
<td>227 72 29 81 <a href="mailto:bioesneddi@intnet.ne">bioesneddi@intnet.ne</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Berthiaume, Luc</td>
<td>Ministère de l'Environnement QUÉBEC Édifice Marie-Guyart, 675, boul. René-Lévesque Est, 6e étage, Québec (Québec) G1R 5V7</td>
<td>418 521-3828</td>
<td>418 644-4598 <a href="mailto:luc.berthiaume@menv.gouv.qc.ca">luc.berthiaume@menv.gouv.qc.ca</a></td>
</tr>
<tr>
<td>DeBlois, Marc</td>
<td>Ministère de l'Environnement QUÉBEC Édifice Marie-Guyart, 675, boul. René-Lévesque Est, 6e étage, Québec (Québec) G1R 5V7</td>
<td>418 521-3828 # 4097</td>
<td>418 644-4598 <a href="mailto:marc.deblois@menv.gouv.qc.ca">marc.deblois@menv.gouv.qc.ca</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Fournier, Michèle</td>
<td>Ministère de l'Environnement QUÉBEC Édifice Marie-Guyart, 675, boul. René-Lévesque Est, 6e étage, Québec (Québec) G1R 5V7</td>
<td>418 521-3828 # 4107</td>
<td>418 644-4598 michè<a href="mailto:le.fournier@menv.gouv.qc.ca">le.fournier@menv.gouv.qc.ca</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Laveau, Rolande</td>
<td>Ministère de l'Environnement QUÉBEC Édifice Marie-Guyart, 675, boul. René-Lévesque Est, 6e étage, Québec (Québec) G1R 5V7</td>
<td>418 521-3813 # 4494</td>
<td>418 646-4852 <a href="mailto:rolande.laveau@menv.gouv.qc.ca">rolande.laveau@menv.gouv.qc.ca</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Lachance, Jean-Guy</td>
<td>Ministère des Ressources naturelles QUÉBEC 5700, 4e Avenue Ouest, Charlesbourg (Québec), G1H 6R1</td>
<td>418 627-6380 # 8116</td>
<td>418 643-8337 <a href="mailto:jean-guy.lachance@mrrn.gouv.qc.ca">jean-guy.lachance@mrrn.gouv.qc.ca</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Lesueur, Michel</td>
<td>Ministère des Ressources naturelles QUÉBEC 5700, 4e Avenue Ouest, Charlesbourg (Québec), G1H 6R1</td>
<td>418 627-6380</td>
<td>418 643-8337 <a href="mailto:michel.lesueur@mrrn.gouv.qc.ca">michel.lesueur@mrrn.gouv.qc.ca</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Nom et Prénom</td>
<td>Organisme Adresse</td>
<td>Téléphone</td>
<td>Télécopieur et Adresse internet</td>
</tr>
<tr>
<td>-----------------------</td>
<td>--------------------------------------------------------</td>
<td>----------------</td>
<td>------------------------------------------------------</td>
</tr>
</tbody>
</table>
| Robertson Yves        | Agence de l’efficacité énergétique 5700, 4e Avenue Ouest, 4e étage, bureau B405, Charlesbourg (Québec), G1H 6R1 | 418 627 63 79  
38031          | 418 643 58 28  
yves.robertson@ace.gouv.qc.ca |
<table>
<thead>
<tr>
<th>Nom et Prénom</th>
<th>Organisme Adresse</th>
<th>Téléphone</th>
<th>Télécopieur et Adresse internet</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Ntayombya, Phocus</td>
<td>Ministère des Terres, de la Réinstallation et de la Protection de l'environnement, RWANDA BP 3502, Kigali</td>
<td>250 8 26 28</td>
<td><a href="mailto:minitere@rwandal.com">minitere@rwandal.com</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Uwimana, Suzanne</td>
<td>Ministère des Terres, de la Réinstallation et de la Protection de l'environnement, RWANDA BP 3502, Kigali</td>
<td>250 8 26 28</td>
<td><a href="mailto:minitere@rwandal.com">minitere@rwandal.com</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Santana, Adério</td>
<td>Ministère des Infrastructures, des Ressources naturelles et de l'Environnement, SAO TOMÉ &amp; PRINCIPE, Avenue 12 Julho, Sao Tome</td>
<td>239 12 21 631</td>
<td><a href="mailto:mina@csome.net">mina@csome.net</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Carvalho, Arlindo</td>
<td>Ministère des Infrastructures, des Ressources naturelles et de l'Environnement, SAO TOMÉ &amp; PRINCIPE, Avenue 12 Julho, Sao Tome</td>
<td>239 12 21 631</td>
<td><a href="mailto:mina@csome.net">mina@csome.net</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Sylla, Ndiaye Cheick</td>
<td>Ministère de l'Environnement, SÉNÉGAL, BP 4055, Dakar</td>
<td>221 821 12 40</td>
<td><a href="mailto:denv@telecomplus.sn">denv@telecomplus.sn</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Ndiaye, Lamine</td>
<td>Ministère de l'Environnement, SÉNÉGAL, BP 4055, Dakar</td>
<td>221 821 12 40</td>
<td><a href="mailto:mepn@svfed.refer.sn">mepn@svfed.refer.sn</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Demba Diop</td>
<td>ASERA, SÉNÉGAL, BP 944, Dakar</td>
<td>221 822 61 33</td>
<td><a href="mailto:Asera@sentoo.sn">Asera@sentoo.sn</a>, <a href="mailto:Didiop@antenna.nl">Didiop@antenna.nl</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Sokona, Youba</td>
<td>ENDA-TM, SÉNÉGAL, 54, rue Carnot, BP 3370, Dakar</td>
<td>221 822 59 83, 221 822 24 96</td>
<td>221 821 75 95 / 221 823 51 57, <a href="mailto:ysokona@enda.sn">ysokona@enda.sn</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Barbé, Louis</td>
<td>Ministère de l'Environnement et des Transports, SEYCHELLES, Division of Policy, Planning and Services, PO Box 1145, Botanical, Mahé</td>
<td>248 22 46 44</td>
<td>248 32 29 45, <a href="mailto:rolphap@seychelles.net">rolphap@seychelles.net</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Cœur de Lion, Francis</td>
<td>Ministère de l'Aménagement territorial et de l'Habitat, SEYCHELLES, BP 199 Independence House, Mahé</td>
<td>248 28 44 44</td>
<td>248 22 51 87, <a href="mailto:rolphap@seychelles.net">rolphap@seychelles.net</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Nom et Prénom</td>
<td>Organisme Adresse</td>
<td>Téléphone</td>
<td>Télécopieur et Adresse internet</td>
</tr>
<tr>
<td>---------------------</td>
<td>-----------------------------------------------------------------------------------</td>
<td>--------------------</td>
<td>--------------------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>Néasmiangodo, Bètoloum</td>
<td>Ministère de l'Environnement et de l'Eau</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>TCHAD N'djamena</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Yemangar, Langtangar</td>
<td>Ministère de l'Environnement et de l'Eau</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>TCHAD N'djamena</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Egbare, Awadi Abi</td>
<td>Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Transports et du Développement de la zone franche</td>
<td>228 21 48 06</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>TOGO BP 1505, Lomé</td>
<td>228 22 48 38</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>228 22 56 95</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Libra, Kouami Akato</td>
<td>Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Transports et du Développement de la zone franche</td>
<td>228 21 48 06</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>TOGO BP 1505, Lomé</td>
<td>228 22 48 38</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>228 22 56 95</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>228 21 03 33</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Ben Aïssa, Noureddine</td>
<td>Ministère de l’Environnement et de l’Aménagement du territoire</td>
<td>216 1 70 40 00</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>TUNISIE Centre urbain nord, Immeuble ICF, Ariana 2080</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Ben Abdallah, Skander</td>
<td>Ministère de l’Environnement et de l’Aménagement du territoire</td>
<td>216 1 70 40 00</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>TUNISIE Centre urbain nord, Immeuble ICF, Ariana 2080</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>216 1 70 24 31-704 340</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Hammani, Naceur</td>
<td>Agence nationale des énergies renouvelables, Ministère de l’Environnement et de l’Aménagement du territoire</td>
<td>216 1 787 700</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>TUNISIE 3, rue 8000 – Montplaisir, BP 213, Tunis 1002</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Manh Hoa, Hoang</td>
<td>Service hydro-météorologique</td>
<td>84 4 825 33 43</td>
<td>84 4 826 07 79</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>VIETNAM 4, rue Dang Thai Than, Hanoï</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Tran Van, Hai</td>
<td>Service hydro-météorologique</td>
<td>84 4 825 33 43</td>
<td>84 4 826 07 79</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>VIETNAM 4, rue Dang Thai Than, Hanoï</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Ayoub, Marcel</td>
<td>Ministère des Transports</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>QUÉBEC 700, boul. René-Lévesque Est, 29e ét, Québec (Québec), G1R 5H1</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Hotte, Michel</td>
<td>Ministère des Transports</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>QUÉBEC 700, boul. René-Lévesque Est, 29e ét, Québec (Québec), G1R 5H1</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Nom et Prénom</td>
<td>Organisme Adresse</td>
<td>Téléphone</td>
<td>Télécopieur et Adresse internet</td>
</tr>
<tr>
<td>----------------</td>
<td>-------------------------------------------------------</td>
<td>------------</td>
<td>--------------------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>Doyon, Philippe</td>
<td>Ministère des Ressources naturelles QUÉBEC 5700, 4e Avenue Ouest, Charlesbourg (Québec), G1H 6R1</td>
<td>418 627-6380</td>
<td>418 643-8337 <a href="mailto:michel.lesueur@mrm.gouv.qc.ca">michel.lesueur@mrm.gouv.qc.ca</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Campagna, Michel</td>
<td>Ministère des Ressources naturelles QUÉBEC 5700, 4e Avenue Ouest, Charlesbourg (Québec), G1H 6R1</td>
<td>418 627-6380</td>
<td>418 643-8337 <a href="mailto:michel.lesueur@mrm.gouv.qc.ca">michel.lesueur@mrm.gouv.qc.ca</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Tremblay, Anne</td>
<td>Ministère de l'Industrie et du Commerce QUÉBEC 710, Place d'Youville, 5e étage, Québec (Québec) G1R 4Y4</td>
<td>418 691 8022</td>
<td>418 643-6669 <a href="mailto:melissa.dumais@mic.gouv.qc.ca">melissa.dumais@mic.gouv.qc.ca</a></td>
</tr>
<tr>
<td>Chez, Daniel</td>
<td>Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation QUÉBEC 200 A, chemin Sainte-Foy, 9e ét, Québec (Québec) G1R 4X6</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
Opérateur principal de l’Organisation internationale de la Francophonie, l’Agence intergouvernementale de la Francophonie regroupe 50 États et gouvernements*, répartis sur les cinq continents, rassemblés autour du partage d’une langue commune : le français. Avec les cinq autres pays qui participent aux Sommets de la Francophonie, ce sont au total 55 États et gouvernements qui constituent la communauté francophone, soit un pays sur quatre dans le monde regroupant plus d’un demi-milliard de personnes. Parmi eux, 170 millions font un usage plus ou moins intensif du français dans leur vie de tous les jours.


* **50 membres** :


Par ailleurs, le Royaume de Belgique est membre du Sommet de la Francophonie. La Lituanie, la Pologne, la République Tchèque et la Slovénie y sont observateurs.

**Agence intergouvernementale de la Francophonie**

13, Quai André Citroën
75 015 Paris
Téléphone : (33) 1 44 37 33 00
Télécopie : (33) 1 45 79 14 98
Site Web : http://agence.françophonie.org
La Francophonie au service du développement durable


Basé à Québec, l’Institut a aujourd’hui pour mission de contribuer au renforcement des capacités nationales et au développement de partenariats dans les domaines de l’énergie et de l’environnement.

Meilleure gestion et utilisation des ressources énergétiques, intégration de l’environnement dans les politiques nationales dans une perspective durable et équitable, tels sont les buts des interventions spécifiques de l’IEPF – formation, information, actions de terrain et concertation – menées en synergie avec les autres programmes de l’Agence Intergouvernementale de la Francophonie et notamment ceux issus du chantier “ Une francophonie solidaire pour soutenir les efforts du développement ”.

La programmation mise en œuvre par l’équipe des collaborateurs de l’IEPF s’exprime dans 6 projets qui fondent ses activités.

**Appui aux politiques et concertation pour le développement durable en énergie et environnement**

- Politiques énergétiques
- Politiques environnementales et mise en œuvre des conventions
- Information et prospective pour le développement durable

**Maîtrise des outils du développement durable en énergie et environnement**

- Maîtrise de l’énergie
- Technologies et mécanismes d’accès à l’énergie
- Maîtrise des instruments de gestion de l’environnement

L’Institut de l’énergie et de l’environnement de la Francophonie
56, rue Saint-Pierre, 3e étage
Québec (QC) G1K 4A1
Canada
Téléphone : (1 418) 692 5727
Télécopie : (1 418) 692 5644
Courriel : iepf@iepf.org
Site Web : http://www.iepf.org
Guide pratique sur la formulation de projets dans le cadre du mécanisme pour un développement propre (MDP)